

MENSUEL **SOP** SERVICE ORTHODOXE DE PRESSE

Supplément au SOP n° 87, avril 1984

LA SITUATION DES CROYANTS EN URSS

Chronique 1983

Dossier établi par Michel SOLLOGOUB,
professeur à l'Université du Maine,
dans le cadre de l'Aide aux croyants de l'URSS

**Service orthodoxe
de presse et d'information**
14, rue Victor Hugo
92400 COURBEVOIE
Tél.(1) 43 33 52 48

Abonnement :
voir en dernière page

Document 87.A

Le SOP informe ses lecteurs sur la vie de l'Eglise orthodoxe en France et dans le monde, et fournit une réflexion sur l'actualité. Il n'est pas responsable des opinions exprimées dans son bulletin. L'ensemble des textes qu'il publie peuvent être librement reproduits avec l'indication de la source : SOP. Placé sous les auspices du Comité inter-épiscopal orthodoxe en France, ce service est assuré par la Fraternité orthodoxe en Europe occidentale.

Deux textes parus en 1983 peuvent servir à éclairer, sous des angles opposés, mais complémentaires, la situation des croyants en URSS. L'un est publié dans la très officielle revue "KOMMOUNIST", organe théorique et pratique du Comité Central du PCUS, et émane de Constantin TCHERNOMENKO, devenu depuis la mort de Youri Andropov le secrétaire général du Parti Communiste Soviétique. C'est le discours qu'il a prononcé en juin dernier devant le plénum du Comité Central. Il s'intitule significativement : "Les problèmes actuels du travail idéologique et politique du Parti".

L'autre est publié dans la dernière livraison du Messenger orthodoxe (1). Il est dû à la plume d'un certain N. ALEKSEEV (de toute évidence un pseudonyme), un chrétien orthodoxe de Moscou qui prend prétexte d'un livre de V.A. KOUROEDOV président du Conseil pour les Affaires religieuses auprès du Conseil des Ministres de l'URSS portant sur "La religion et l'Eglise dans l'Etat soviétique" (Moscou, Politizdat 1981 tirage 100 000 exemplaires) pour faire le point sur la situation de "l'Eglise captive" - c'est le titre de son article - et dénonce l'hypocrisie des thèses officielles.

Ces textes se répondent, jusqu'à un certain point, l'un à l'autre. Le premier expose avec la dualité caractéristique de la "langue de bois" officielle la position des instances dirigeantes du Parti. Le second, avec l'ironie, la profondeur et la finesse caractéristiques elles aussi d'une certaine intelligentsia critique vivant en URSS démonte, en s'appuyant sur l'expérience, cette dualité constante des paroles et des actes qui rend si difficilement accessible à l'occidental moyen la réalité du système soviétique.

(1) Ce périodique est publié par l'Action Chrétienne des Etudiants Russes, 91, rue Olivier de Serres, 75015 Paris, adresse où il peut être demandé.

LA SITUATION DES CROYANTS EN URSS

CHRONIQUE

1983

par Michel SOLLOGOUB

Introduction.

Cette chronique, qui fait suite à celle publiée l'an dernier et couvrant les années 1981-82, se propose de donner au lecteur français une idée de l'évolution de la situation des croyants en URSS en 1983. Elle a été composée à partir de documents et de témoignages parvenus en Occident durant l'année 1983 et publiés dans les différents organes de presse spécialisés. Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive. Même des bulletins spécialisés comme "KESTON News Service" (en anglais) - publié en moyenne deux fois par mois, largement utilisé dans cette chronique, - ne peuvent avoir cette prétention. La vie est trop diverse, complexe et riche, les informations surtout circulent très difficilement dans un pays aussi policé qu'est l'Union Soviétique pour que la réalité soit perçue dans sa globalité. Néanmoins, l'aperçu qu'on peut se faire à la lecture des pages qui suivent est suffisamment fidèle pour qu'on puisse lui accorder crédit.

Cette chronique est rédigée dans le cadre de l'"Aide aux croyants de l'URSS", l'un des départements de service de l'ACER (Action Chrétienne des Etudiants Russes), qui se fixe comme but de faire parvenir en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, des livres, des colis et de l'aide matérielle. Il se propose également de promouvoir l'information de l'opinion publique en France sur l'évolution de la situation faite aux croyants en URSS. Dans les circonstances actuelles, cette situation ne peut laisser indifférents ni les défenseurs des droits de l'homme en général, ni les croyants d'Occident en particulier. Ce service met à la disposition des personnes intéressées, une photothèque, permettant d'obtenir de nombreux documents photographiques, et un centre de documentation recevant les principales publications. Pour réaliser cette tâche, l'"Aide aux croyants de l'URSS" s'adresse à la générosité de ceux qui soutiennent son action, personnes privées ou associations, en contribuant financièrement directement ou en achetant les séries de cartes de vœux qu'elle édite. Une liste des abréviations utilisées dans le texte et de leur signification est donnée en annexe.

La religion, instrument de l'impérialisme.

Dans son rapport, Constantin TCHERNIENKO écrit : "Il ne faut pas relâcher nos efforts dans le travail avec un groupe spécifique de la population : celui des croyants. Une partie de la population reste sous l'influence de la religion et une partie, disons-le nettement, qui n'est pas tellement négligeable. De nombreux centres idéologiques de l'impérialisme s'efforcent non seulement de soutenir, mais d'implanter la religiosité, lui donner une orientation anti-soviétique, nationaliste. Ils misent en particulier sur les extrémistes religieux. Simultanément, on fait circuler des élucubrations sur "les violations de la liberté de conscience en URSS". Que pouvons-nous dire à ce sujet ? Nos garanties constitutionnelles sur la liberté de conscience sont connues de tous. Les communistes sont des athées conséquents, mais ils n'imposent à personne leur vision du monde. Notre méthode, c'est l'instruction, l'argumentation, la propagande. Mais quand nous constatons des actes de violation des lois socialistes, une activité politique subversive qui se cache sous le couvert de la religion, nous agissons comme l'exige de nous notre constitution". (1)

Dans cette déclaration, somme toute relativement anodine, encore que la reconnaissance du fait que les croyants représentent une partie non négligeable de la population soit intéressante, qui n'occupe que deux paragraphes sur les 21 pages que compte la déclaration, s'exprime la position des autorités soviétiques et une position qui se traduit immédiatement dans les faits. Il est intéressant de reprendre certains des éléments avancés par C. TCHERNIENKO et d'en recenser les conséquences concrètes.

Selon C. TCHERNIENKO ce sont "les centres idéologiques de l'impérialisme" qui soutiennent ou s'efforcent d'implanter la religiosité en URSS. C'est, par exemple, dans cet état d'esprit que l'on a cherché à monter contre Zoia KRAKHMALNIKOVA, cette femme de lettres arrêtée en août 1982 et condamnée en mars 1983, une énorme affaire en se servant du fait que NADIEJDA (L'Espérance) - le recueil de textes que Z.K. avait entrepris de publier en samizdat, était, à son insu, également publié en Occident par une maison d'éditions tenue par des émigrés et menant une activité politique intense.

En liaison avec cette affaire, de nombreuses perquisitions avaient été menées, dans le courant de l'année. Le réquisitoire du Procureur, très sévère pour l'accusée, s'achevait à la surprise générale par la réquisition d'une peine considérée comme légère : une année de camp, suivie de cinq années de relégation. Cette relative clémence est attribuée généralement à l'importance des réactions qu'avait suscitées son arrestation. Pour sa part, Vadim CHEGLOV, un des membres du Comité chrétien de défense des droits des croyants expulsé l'été dernier d'Union soviétique analyse ainsi l'indulgence du verdict : "C'est là une fausse indulgence. Zoia Krakhmalnikova est née en 1929 et elle est de santé fragile. (...) Bien qu'elle eût été condamnée à un an de camp, sa peine a été remplacée sans explication aucune par de la prison, c'est-à-dire que les autorités ont illégalement aggravé cette peine. Quand elle sera exilée, ce sera une autre forme de prison. Et dans nos lieux d'exil intérieur, si l'on n'y a pas de proche parenté, tout peut arriver : on peut être attaqué par des malfaiteurs, on peut être l'objet de nouvelles poursuites pour "parasitisme", etc. Enfin, parler dans ce cas d'une peine "courte", c'est un faux-semblant : quand elle a été arrêtée, elle avait 54 ans; aujourd'hui elle en a déjà plus de 55, et à la fin de son exil, elle sera dans sa 61e année. Suivront trois années d'interdiction de séjour à Moscou - 64 ans. Tout cela signifie que pendant une dizaine d'années, elle aura été en

(1) TCHERNIENKO (C.), "Aktoualnye voprossy ideologitcheskoy, massovo-politicheskoi raboty partii" (Les problèmes actuels du travail idéologique et politique du parti), KOMMOUNIST N° 9, juin 1983, p. 35.

quelque sorte rayée de la vie, sans livres, sans possibilité d'écrire, de travailler. C'est là un dessein rusé et perfide : sous couvert d'"indulgence", d'attitude "humanitaire", les autorités ont en fait obtenu ce qu'elles voulaient : elles ont exclu Krakhmalnikova de la vie active pour de nombreuses années, et elle ne pourra pas donner à son prochain le pain spirituel qu'elle avait commencé à dispenser en Russie. Zoia est une femme exceptionnelle, l'action qu'elle avait entreprise ainsi que son attitude devant ses juges témoignent d'une profonde authenticité chrétienne. (...) (1) Le procès lui-même fut exemplaire puisqu'aucun des témoins cités, parmi lesquels figurait le Père Dimitri Doudko, ne chargea l'accusée à l'exception d'une femme inconnue, absente au procès et qui avait fourni son témoignage par écrit. Dans sa déclaration finale, Zoia K. rejeta les accusations d'agitation et de propagande anti-soviétiques (art. 70) qui avaient été retenues contre elle. Elle affirma qu'une fois les numéros de NADIEJDA sortis de ses mains, ils devenaient propriété publique et nia les avoir envoyés en Occident. La publication de NADIEJDA était une nécessité pour combler les besoins spirituels non satisfaits en URSS et si elle-même ne s'était pas chargée du travail, un autre l'aurait fait à sa place. Après avoir remercié tous ceux qui l'avaient aidée dans sa tâche, elle termina en rendant grâce à Dieu pour tout. Zoia KRAKHMALNIKOVA est maintenant en relégation pour cinq ans dans la région montagneuse de l'Altai aux confins de l'URSS et de la Chine.

C'est dans le même ordre d'idées que fut publiée à la fin du mois de février 1983, dans le quotidien "Moskovskaya Pravda" (La Pravda de Moscou) une série d'articles signés par des journalistes dont il est connu qu'ils travaillent directement pour le KGB. Les auteurs y présentent, sous une forme caricaturale, à l'aide de textes vieux de cinq ans, l'activité de la "Mission slave", une organisation religieuse suédoise, qui aide à faire parvenir en URSS des Bibles, des Evangiles et des livres au contenu strictement religieux.

Dans la même veine, est paru au même moment un livre intitulé "La Voie de l'Etranger" où des articles des mêmes auteurs étayaient la même thèse quant au rôle anti-soviétique de l'activité religieuse des croyants en se basant sur les procès judiciaires des dernières années et sur des renseignements recueillis par le KGB.

Commentant ces publications et l'atmosphère générale qui prévaut dans les milieux des croyants cette année, un appel "A tous les chrétiens du Monde", dont les auteurs sont restés anonymes, estime qu'une "campagne générale est en cours qui a pour but d'étouffer l'activité religieuse indésirable pour la direction du Parti". Les auteurs résument ainsi la conception des responsables et des propagandistes politiques dans la lutte idéologique actuelle : "Si dans les années 60, l'impérialisme international a tenté d'agir sur notre Etat par l'intermédiaire des services secrets, et dans les années 70 à travers les dissidents, dans les années 80 le canal principal de l'activité hostile passe par les groupes religieux de toute espèce où, sous couvert de prédication, se déroule une agitation hostile au régime soviétique". (2)

Un article paru dans le journal "Sovietskaja Estonia" (L'Estonie Soviétique) permet de comprendre pourquoi C. TCHERNENKO qualifie d'orientation "nationaliste" la religiosité que cherche à implanter "l'impérialisme" en URSS. L'article dénonce les "soviétologues cléricaux occidentaux" qui s'efforcent, d'une part "d'unir les organisations religieuses dans notre pays pour une résistance concertée à l'athéisme" et, d'autre part, qui cherchent à les monter

(1) SOP, N° 81, septembre-octobre 1983.

(2) "Cahiers du SAMIZDAT", N° 96, août-septembre 1983. Ce cahier présente un excellent "dossier sur les persécutions religieuses". Le Service Orthodoxe de Presse publie également une série de suppléments sur ce thème.

les unes contre les autres, afin de faire naître la discorde entre les nations et les peuples d'Union Soviétique en se fondant sur leurs anciennes inimitiés religieuses et de pousser chacun de ces peuples à se retirer dans son "enclave nationale religieuse". L'auteur cite des articles publiés dans divers revues et journaux occidentaux qui, selon lui, "trahissent ceux qui sont totalement possédés par le désir de créer une barrière entre les peuples de l'URSS, de les monter les uns contre les autres, non pas tellement sur une base religieuse (qui sert seulement de couverture), mais plutôt sur une base nationale" (1).

Ainsi le renouveau des différentes sensibilités religieuses, orthodoxes, musulmanes, catholiques, juives dans les différentes régions d'Union Soviétique sont le résultat d'une manoeuvre de l'impérialisme pour réveiller les sentiments nationalistes dans les différentes parties de l'URSS, opération menée sous le couvert de la religion.

Les "extrémistes" religieux.

Mais ces opérations ne sont possibles qu'en recourant aux "extrémistes religieux" selon C. TCHERNIENKO. Qui sont donc ces extrémistes ? Pour répondre à cette question, il faut se tourner vers V.A. KOUROEDOV, le président du Conseil pour les affaires religieuses, et à ce titre "chargé", si l'on peut dire, des relations avec les "extrémistes". Dans son livre que commente acidelement ALEKSEEV, il cite des exemples précis de ces extrémistes. Il y a d'abord les baptistes non enregistrés (2) qui ont "revendiqué le droit de mener une propagande religieuse active non seulement dans les maisons de prière, mais aussi dans les rues, dans les parcs, les places et tous les lieux publics très fréquentés; ils ont voulu s'arroger le droit d'élever et de former leurs enfants" ce par quoi ils ont risqué de "porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens dans notre pays" (3). Plus loin, KOUROEDOV écrit : "parmi les baptistes extrémistes, il est question de fonder une Union de la jeunesse baptiste qui porterait le nom de Bapsomol" (4). KOUROEDOV cite encore d'autres extrémistes religieux bien connus comme le Père Dimitri DOUDKO, le Père Gleb YAKOUNINE, le Pasteur G. VINS. Voici l'appréciation de KOUROEDOV sur le Père Gleb : "Pourquoi YAKOUNINE s'est-il fait prêtre ? Pour gagner gros et pour jeter le trouble. Ce qui l'intéresse, c'est uniquement le prix des icônes et des objets du culte, pour en faire le commerce. Quand on connaît la vie de YAKOUNINE, on ne peut le considérer comme un martyr de la foi. C'est un filou" (5).

Ainsi, les extrémistes religieux auxquels fait allusion C. TCHERNIENKO sont constitués par les baptistes qui cherchent à prêcher leur foi, à élever leurs enfants dans leur foi, à créer un mouvement de jeunesse - toutes choses répréhensibles dans un pays, où "les garanties constitutionnelles sur la liberté de conscience sont connues de tous" selon le même TCHERNIENKO. Le passage relatif à l'extrémiste religieux YAKOUNINE se passe de tout commentaire.

(1) La traduction anglaise de l'article est parue dans KNS, N° 168, pp. 11-13.

(2) C'est-à-dire appartenant à des communautés non reconnues par les autorités soviétiques.

(3) KOUROEDOV, p. 170, cité par ALEKSEEV, L'Eglise captive, p. 42.

(4) L'Union de la jeunesse communiste s'appelle KOMSOMOL.

(5) KOUROEDOV, p. 192, cité par ALEKSEEV, p. 43.

Des "garanties constitutionnelles" théoriques à une "situation d'apartheid" réelle.

Venons-en à ces "garanties constitutionnelles" bien connues et à ces élucubrations sur "les violations de la liberté de conscience" et voyons ce que peut en dire N. ALEKSEEV qui a sur nous l'avantage de les avoir "vécus". Il examine l'article 52 de la constitution de 1977, qui régit les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Russie Soviétique et dont KOUROEDOV écrit que non seulement "elle conserve absolument le principe de la liberté de conscience, mais encore elle le développe et l'approfondit" (1). Cet article 52 stipule : "Les citoyens de l'URSS se voient garantir la liberté de conscience, c'est-à-dire le droit de confesser n'importe quelle religion ou de n'en confesser aucune, de célébrer des cultes religieux ou de faire la propagande de l'athéisme. Toute incitation à l'hostilité ou à la haine pour fait de croyances religieuses est interdite. En URSS, l'Eglise est séparée de l'Etat et l'école de l'Eglise".

Il n'est pas très difficile de conclure avec ALEKSEEV que cette formulation "a un caractère éminemment anti-démocratique" (2). Il est clair que dans une constitution réellement démocratique, l'article sur la religion devrait dire : "La liberté de pensée est garantie, c'est-à-dire le droit de confesser n'importe quelle religion ou de n'en confesser aucune, de célébrer des cultes religieux ou de n'en célébrer aucun, de mener une propagande religieuse ou anti-religieuse". Mais la formulation incomplète utilisée par la Constitution soviétique ouvre la porte à la discrimination anti-religieuse alors que le texte paraît comporter toutes les "garanties constitutionnelles" habituellement présentes dans les démocraties. Il est très difficile de comprendre que l'on peut utiliser ce texte pour interdire la "propagande" religieuse, c'est-à-dire l'enseignement de la foi, sous toutes ses formes : catéchèse privée ou collective, édition de livres, homélies sortant du cadre strict du rappel de la lecture évangélique, etc.. La "garantie constitutionnelle" porte donc sur cette interdiction qui est ensuite développée dans l'article 142 du Code Pénal qui punit les délits de "violation de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat". Laissons ici la parole à N. ALEKSEEV.

Cet article dit : "La violation de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de l'école et de l'Eglise, est punie d'une peine de rééducation par le travail allant de 1 à 3 ans, ou d'une amende d'un montant de 50 roubles. Les mêmes actions perpétrées par une personne qui a précédemment été jugée pour violation de cette même loi, ainsi que toute activité organisée en vue de la perpétration de ces actes sont punies d'une peine de privation de liberté allant de 1 à 3 ans" (3). A titre d'explication, le texte énumère cinq cas de violation par des croyants ou des serviteurs du culte, un seul cas de violation par les organes de l'Etat et pas un seul cas de violation par des athées. (4) Comment cela est-il possible dans une société démocratique ? On peut donner deux réponses : 1) cela est possible, mais pas dans une société démocratique, 2) dans une société démocratique, cela n'est pas possible. Examinons maintenant l'article 143 : "Quiconque gêne la célébration des rites religieux, quand ceux-ci ne troublent pas l'ordre public et ne s'accompagnent pas d'une atteinte aux droits des citoyens, est passible d'une peine de rééducation par le travail allant jusqu'à six mois, ou d'un blâme public" (5). Comprenons-nous bien ce que cela

(1) KOUROEDOV, op cit, p. 5.

(2) ALEKSEEV, MO N° 94, p. 13. Sur ce point, on lira avec profit le commentaire d'Amnesty International : "URSS, les prisonniers d'opinion", Paris, 1980, pp. 48-71.

(3) Code Pénal de la RSFSR, M. 1979, p. 49.

(4) Ibid. p. 169.

(5) Ibid. p. 50.

signifie ? Cela signifie que si les croyants organisent de leur propre chef une procession dans la ville ou le village à un moment autre que pendant la semaine pascale ou hors de l'enceinte de l'église, ou bien s'ils font des réunions de prière ailleurs que dans l'église, ils sont passibles de trois mois de privation de liberté. Alors que des membres d'organisations athées, des activistes du Komsomol par trop zélés ou bien tout simplement des voyous en état d'ébriété qui feraient du tapage pendant l'office ou même interrompraient la liturgie au moment de l'Eucharistie (ce que, selon les canons de l'Eglise, n'a le droit de faire ni le prêtre ni l'évêque), ces fauteurs de trouble ne risquent en tout et pour tout que d'encourir un "blâme public" ou, au pis, une peine de six mois de redressement par le travail sans privation de liberté." (1)

Mais il y a, comme l'indique toujours N. ALEKSEEV "une autre explication à l'étrange énoncé de l'article 52 de la nouvelle Constitution : l'Etat soviétique met sur le même plan la propagande athée et la célébration des cultes religieux, en d'autres termes, il reconnaît que la propagande de l'athéisme par les athées correspond non point à la propagande de la foi par les croyants, mais à la participation aux offices religieux. Cela signifie que la Constitution soviétique reconnaît à l'athéisme le caractère sacré d'une religion d'Etat. Et cela nous éclaire sur le motif pour lequel les autorités s'efforcent de faire entrer dans les moeurs, surtout en province, une nouvelle forme de rituel appelé "les nouveaux rites socialistes", qui ont avant tout un caractère anti-religieux". (2) Nous reviendrons sur ce point plus bas (voir p. 27).

Il n'est guère besoin de commenter trop longuement l'expression d'"élucubrations" relatives aux "violations de la liberté de conscience en URSS" dont parle C. TCHERNIENKO. Les pages qui suivent montrent que ces "élucubrations" ont malheureusement une base factuelle bien solide. Soulignons, cependant, une caractéristique constante de la persécution telle qu'elle se pratique aujourd'hui : elle est devenue sournoise. Le motif religieux est rarement invoqué pour les arrestations et les condamnations qui les suivent. Celui-ci est traité dans les hôpitaux psychiatriques : là, c'est souvent explicitement le reniement à la foi qui est exigé comme signe de guérison. Les articles 142 et 143 du Code Pénal traitent explicitement de la religion. Même si une certaine recrudescence de leur utilisation est maintenant signalée, fort peu de croyants sont condamnés en vertu de ces articles dont les exigences sont par ailleurs tout à fait étonnantes pour un occidental. ALEKSEEV explique la raison de cet étrange état de fait : "on ne veut pas que l'opinion publique de notre pays et de l'étranger apprenne qu'il y a chez nous des persécutions contre l'Eglise. (Mais) c'est surtout parce que l'article 142 (pour fait de religion) prévoit une peine de rééducation par le travail d'un an ou une amende de 50 roubles... alors que les articles 190¹ et 70 (3), appliqués si souvent aux croyants, prévoient une privation de liberté allant de 3 à 7 ans, avec assignation à résidence allant de 2 à 5 ans"(4). En d'autres termes, comme il n'y a pas, à l'exception de cet article, d'article du Code Pénal prévoyant des sanctions pour "fait de religion", on pourrait en conclure, et c'est ce qui se fait dans les interventions officielles

(1) ALEKSEEV, op. cit., p. 14-15.

(2) op. cit., p. 15.

(3) L'article 70 réprime "l'agitation et la propagande anti-soviétique". Il prévoit jusqu'à douze ans d'incarcération et de relégation pour une première condamnation et quinze ans en cas de récidive. L'article 190¹, qui réprime la diffusion d'assertions sciemment mensongères désignant le régime politique et social soviétique, entraîne au maximum trois ans de privation de liberté. Ces deux articles sont utilisés pour réprimer les délits d'opinion en URSS. Voir "URSS : les prisonniers d'opinion. Rapport d'Amnesty International", Paris, 1980.

(4) op. cit., p. 41.

que la religion n'est pas persécutée. Cela paraît logique. Mais sous le règne de la langue de bois, la logique peut s'inverser : "Il est tout aussi logique de dire : en Russie soviétique, il n'y a pas d'article du Code Pénal pour cause de religion, c'est pourquoi on persécute les croyants pour d'autres causes". (1)

Poursuivant l'analyse du livre de KOUROEDOV, ALEKSEEV en vient à commenter ce qui, pour lui, apparaît comme le signe le plus évident de la situation d'"apartheid" dans laquelle vivent les croyants en URSS : l'interdiction qui leur est faite de pratiquer la bienfaisance. Les "organisations religieuses" on l'a dit, ne sont autorisées qu'à organiser les célébrations liturgiques, toute autre forme d'activité leur est, de fait, interdite par la constitution, même si elle ne l'exprime pas explicitement. "Cette activité, écrit KOUROEDOV, ne peut être tolérée parce qu'elle ne répond absolument pas aux besoins religieux des gens" (2). Et comme N. ALEKSEEV le demande fort justement : "D'où Mr. KOUROEDOV tient-il cela ? Et peut-on appeler liberté de conscience et absence de persécutions (ce qui, selon Mr. KOUROEDOV existe en URSS (M.S.)) l'attitude qui consiste à décréter officiellement (qui plus est par un fonctionnaire responsable d'un Etat dont la finalité officiellement proclamée est la construction d'une société athée (M.S.)) que telle ou telle chose répond ou ne répond pas aux "besoins religieux des gens" (3) ?" Mais, les croyants veulent être fidèles à l'enseignement qu'ils ont reçu de Dieu. Comment peuvent-ils le faire librement, si des athées décident pour eux que cette activité ne correspond pas à leurs besoins ?

L'article d'ALEKSEEV cite d'autres exemples de discriminations à l'égard des croyants notamment en ce qui concerne le droit d'élever les enfants dans la foi, ou les limitations à l'existence juridique des associations religieuses. Tous les exemples pris lui permettent de dénoncer la "situation d'apartheid" dans laquelle vivent les chrétiens en URSS.

(1) op. cit. p. 40. Ainsi le Père Dimitri Doudko avait été accusé d'homosexualité.

(2) KOUROEDOV, p. 147, cité par ALEKSEEV, p. 31.

(3) ALEKSEEV, p. 32.

Chronique de la répression.

L'année 1983 a été marquée par la poursuite de la persécution débutée avant les Jeux Olympiques. Beaucoup de personnalités religieuses qui s'étaient fait connaître en Occident dans les années de relative détente jusqu'en 1979, quand elles n'ont pas été contraintes à l'émigration, ont été arrêtées, condamnées et purgent actuellement leur peine : c'est le cas, par exemple, du Père Gleb Yakou-nine, de Vladimir Porech, d'Alexandre Ogorodnikov, de Tatiana Velikanova. Pé-riodiquement, des nouvelles nous parviennent sur leur sort. Ainsi le Père GLEB, condamné, en août 1980, pour "agitation et propagande anti-soviétiques" à 5 ans de camp à régime sévère et 5 ans de relégation, continue à subir des vexations de la part des autorités du camp N° 37 dans la région de PERM. Au cours du se-cond semestre de 1982, il avait passé près de quatre mois au cachot, en punition pour "l'agitation religieuse" qu'il menait auprès de jeunes détenus. Dans ce cachot, où, en l'absence de lit, il devait dormir à même le sol, il recevait une ration quotidienne de 600 gr de pain et une portion de lavasse tous les deux jours, il n'avait le droit ni de porter des vêtements chauds, ni de recevoir de la correspondance. (1) On apprend qu'il a été, une nouvelle fois, mis au cachot pour six mois, en décembre 1982, pour avoir refusé de porter son nom et son nu-méro d'identification sur ses vêtements. (2) Un appel d'intercession en sa fa-veur, adressé au Patriarche Pimène, est récemment parvenu en Occident. Il émane d'un compagnon de détention du Père Gleb, Nikolaï IVLIOUCHKINE, qui raconte com-ment celui-ci est devenu pour lui un père spirituel : "En tous temps et en toutes choses, il m'est venu en aide dans mes souffrances, il a encouragé mes prières et m'a appris l'humilité. Je ne pouvais recevoir de plus grande récompense pour moi-même. Notre Seigneur est miséricordieux pour Ses enfants. Mais ma joie ne dura pas longtemps. Elle fut remplacée par le désespoir quand le Père Gleb fut incarcéré au cachot d'isolement (...)" (3)

Vladimir PORECH, condamné en avril 1980 à cinq ans de camp et à trois ans de relégation, comme animateur à Leningrad du séminaire d'Ogorodnikov, de son côté, purgea la fin de sa peine à la prison de KHISTOPOL où il a été transféré en septembre 1982 (4). Il écrit à ses proches : "Je ne me sens pas trop mal. Mais ma mémoire s'est considérablement affaiblie, au point que cela en de-vient redoutable pour moi. Il m'est incroyablement difficile de me concentrer. Mes possibilités d'activité cérébrale se sont beaucoup réduites. Plus les té-nébres s'épaississent, plus l'espoir grandit, pour une raison qui me reste in-connue". Il profite de sa réclusion pour réfléchir à ses lectures et à son passé : "Il faut maintenant vivre avec ce qui a été vécu et pensé. Après les enthousiasmes de la jeunesse, ma vie présente peut paraître froide et incolore (...). C'est maintenant le temps de la "Sainte Solitude", selon l'expression d'Akhmatova". La foi en Dieu le protège et le soutient : "Il n'y a qu'une seu-le pierre angulaire et dure, conclut-il, mais l'acquérir n'est pas une tâche aussi simple qu'il y paraissait auparavant".

Les personnalités connues arrêtées, les noms de ceux qui sont actuellement les victimes de la répression n'ont pas un retentissement aussi important, ce qui constitue une cause d'inquiétude supplémentaire pour eux. D'une façon géné-rale, ce sont ceux qui se sont levés sans que leur nom soit connu en Occident pour dénoncer l'injustice et l'arbitraire, ou parce qu'ils ont reproduit ou dif-fusé de la littérature religieuse, dont le sort inspire le plus d'inquiétudes.

(1) KNS, N° 166.

(2) KNS, N° 172.

(3) KNS, N° 186, p. 17.

(4) KNS, N° 172.

Certaines des personnes dont nous avons signalé l'arrestation dans la précédente chronique sont passées en jugement et ont été condamnées. D'autres ont été arrêtées. L'année au pouvoir de Youri ANDROPOV, de l'avis de tous, a vu la répression se durcir et s'étendre. Les peines les plus lourdes sont prononcées quand l'accusation se fonde sur des actions de défense des droits de l'homme ou sur l'appartenance ou la sympathie pour le Syndicat libre SMOT.

Ainsi, par exemple, Irina RATOCHINSKAYA, qui est mariée, a eu 30 ans le 4 mars 1984, a été condamnée à KIEV, le 3 mars 1983, à sept ans de camp à régime sévère, suivis de cinq ans de relégation (1). Physicienne de formation, elle achève en 1976 l'Université d'Odessa, avant de devenir professeur de Mathématiques et de Physique, puis assistante à l'Institut Pédagogique d'Odessa. Croyante, elle écrit des vers qui expriment sa relation à Dieu et au monde dans lequel elle vit. Ses vers sont étrangers à la politique. (2) Bien qu'elle ait été inquiétée à plusieurs reprises par le KGB dans le passé, notamment parce qu'elle avait refusé de lui servir d'indicateur et pour le scénario d'une pièce jouée dans un théâtre d'Odessa en 1977, c'est en 1981 que commencèrent véritablement ses démêlés avec la police. Irina et son mari avaient fait une demande de passeport pour l'étranger en 1980, demande qui leur fut refusée ("seuls les juifs peuvent quitter l'URSS", leur fut-il répondu). Puis, ils adressent une lettre au gouvernement soviétique en protestant contre l'exil illégal de l'académicien Sakharov. Après de nouveaux ennuis : licenciement du mari, arrestation et internement administratif pour 10 jours (3), Irina est finalement arrêtée le 17 septembre 1982. On l'avait prévenue, un an avant son arrestation que ses vers "menaient la sécurité de l'Union Soviétique, car ils sapient le fondement du pouvoir soviétique, ce qui allait obliger les autorités à se défendre contre les poésies d'Irina". (4) D'après certaines sources, Irina s'était, dans la dernière période de sa vie en liberté, rapprochée du syndicat libre SMOT, ce qui n'est pas étranger à la lourdeur de la peine à laquelle elle a été condamnée. Son mari a été, depuis, inculpé pour "agitation anti-soviétique".

Sept plus cinq...

Le cas de Valeri SENDEROV est aussi exemplaire. Arrêté en juin 1982 (5), il a été condamné en février 1983 à sept ans de camp à régime sévère suivis de cinq ans de relégation. Au camp N° 35 de Perm, où il purge sa peine, il s'est vu confisquer sa Bible, son livre de prières et la croix qu'il portait toujours sur lui. L'un des motifs (non déclarés) de sa condamnation avait été sa dénonciation de la discrimination contre les juifs à laquelle se livraient les autorités à l'entrée des départements de mathématiques de l'université de Moscou. Il avait alors organisé, avec certains de ses collègues, une "Université populaire" destinée à donner à ces exclus une formation mathématique. Il était également poursuivi parce qu'il participait aux activités du Syndicat libre SMOT. Alors qu'il était encore à la prison de Lefortovo, il rédigea un article

(1) KNS, N° 175.

(2) "Sur l'arrestation d'Irina RATOCHINSKAYA" par Igor GUERACHTCHENKO (son mari) et "Magnetizdat : hommage à Valeri SENDEROV et Irina RATOCHINSKAYA" in "Cahiers du Samizdat", N° 95, pp. 2-7.

(3) Voir le récit de cet internement dans "Irina RATOCHINSKAYA raconte...", "Cahiers du Samizdat", N° 99 pp. 13-14.

(4) "Sur l'arrestation d'Irina RATOCHINSKAYA...", p. 4.

(5) Voir la "Chronique" relative aux années 1981-1982, SOP, N° 75-A.

mathématique apportant des résultats nouveaux dans le domaine de l'analyse fonctionnelle. Les autorités de la prison, auxquelles il remit son travail en leur demandant de le transmettre à sa mère, ne le firent pas et confisquèrent une lettre qu'il lui destinait en expliquant les résultats auxquels il était parvenu. Pour protester contre ces exactions, SENDEROV décide de faire, pendant la durée du congrès international des mathématiciens, du 16 au 24 août derniers, une grève de la faim. (1)

Leonid BORODINE, dont on avait également signalé l'arrestation dans la précédente "Chronique" (2), s'est vu infliger une peine de 10 ans de camp, suivis de cinq années de relégation. C'est la peine la plus lourde infligée à un Russe à Moscou pour des motifs d'ordre politique depuis quelques années. (3) BORODINE était accusé d'avoir fait parvenir des articles, jugés calomnieux, en Occident, à la revue POSSEV (mensuel édité par des émigrés russes, en RFA, lié au "NTS", organisation ayant des activités politiques clandestines en URSS). Ces articles étaient ensuite diffusés en Union Soviétique. Il avait déjà été condamné à six ans de camp, dans le passé, en qualité de membre fondateur avec Igor Ogourtsov de "l'Union Sociale Chrétienne pour la libération du peuple". C'est, là aussi, l'engagement politique, combiné à ses convictions religieuses, qui explique l'extrême sévérité de la sentence.

La répression frappe aussi ceux qui se chargent d'éditer et de diffuser en URSS, une littérature religieuse qui y fait cruellement défaut. Les personnes qui avaient été arrêtées en avril 1982 en relation avec ce travail (4) ont toutes été condamnées en décembre 1982 à des peines de trois à quatre ans de prison. (5) Parmi eux, Victor BOURDYOUNG, s'est vu annoncer que de nouvelles charges avaient été réunies contre lui et qu'il était maintenant également accusé de "vol de la propriété d'Etat" pour le duplicateur dont il faisait usage. C'est aussi, en liaison avec cette affaire que le Père Alexandre PIVOVAROV a été arrêté le 11 avril 1983, et récemment condamné (6) à trois ans et demi de détention dans un camp à régime sévère, mesure s'accompagnant de la confiscation de tous ses biens. Le procès s'était tenu en automne dernier dans la ville de Novosibirsk.

Peu connu jusqu'ici, le Père Alexandre PIVOVAROV n'en est pas moins l'une des figures les plus marquantes de l'Eglise russe d'aujourd'hui. Il est né le 8 juillet 1939 à Biysk (région de l'Altaï). Après de brillantes études au séminaire d'Odessa il voulait se retirer dans un monastère, mais son admission a été refusée "vu son trop jeune âge". Après avoir été ordonné prêtre et avoir terminé ses études supérieures de théologie à l'Académie de Zagorsk, il demande à être envoyé en paroisse, malgré les propositions qui lui sont alors faites de se préparer au professorat ou d'être affecté au Département des relations extérieures du Patriarcat.

Commence alors une activité pastorale intense. Le Père Alexandre PIVOVAROV est un prédicateur écouté. La presse soviétique l'attaque à plusieurs reprises pour ses homélies sur des thèmes d'actualité, ainsi que sur l'immortalité de l'âme et la résurrection, lui reprochant "d'attiser le fanatisme dans les masses"

(1) Sur le cas de Valeri SENDEROV, voir "Cahiers du Samizdat", N° 89 et N° 95, KNS N° 183.

(2) pp. 10-11.

(3) KNS, N° 175.

(4) Voir Chronique 1981-1982, p. 10.

(5) SOP, janvier 1983, N° 74, p. 4.

(6) SOP, N° 83 et N° 85, voir aussi KNS N° 188 et Rousskaja Mysl, 6 octobre 1983.

et l'accusant de "mensonge". Il est également connu pour avoir réussi à construire une église dans la ville de Novokouznetsk et deux baptistères avec autels, pouvant donc servir à des célébrations eucharistiques, à Tomsk et Prokopievsk. Tracasseries policières, menaces, calomnies, perquisitions à son domicile, rien ne lui est épargné. Cependant son honnêteté, sa vie irréprochable, le haut niveau de sa culture théologique et de sa spiritualité sont à tel point évidents - les fidèles le surnomment "le flambeau de la Sibérie" - qu'en 1975, malgré ses démêlés constants avec les autorités, il est nommé secrétaire de l'archevêque GEDEON de Novosibirsk.

C'est le 6 avril 1982, le jour des interpellations à Moscou que le KGB perquisitionne aussi au domicile du Père Alexandre PIVOVAROV et lui confisque sa Bible, ses livres liturgiques et théologiques, ses machines à écrire et son argent. Cette opération se trouve être en liaison directe avec les arrestations de Moscou : le KGB s'était rendu compte que c'était le Père Alexandre qui diffusait en Sibérie les livres religieux qui, depuis plusieurs années et en quantités importantes, étaient imprimés dans la région de Moscou. Le prêtre est alors démis de ses fonctions de secrétaire diocésain, privé pendant six mois du droit d'exercer son ministère, puis envoyé dans la paroisse la plus septentrionale du diocèse, à Ienisseïsk, petite ville se trouvant à des centaines de kilomètres de tout centre civilisé. C'est là qu'il sera arrêté à son tour. (1)

La torture comme instrument de l'instruction.

Le 7 avril 1983, Serge KHODOROVITCH, l'administrateur du "Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles", créé par Alexandre SOLJENITSYNE, et alimenté par les droits d'auteur qu'il reçoit de la vente de l'Archipel du GOULAG, a été arrêté à Moscou. Avant cela, il avait été soumis à une pression constante de la part des autorités. Son arrestation était, sans aucun doute, en relation avec le jugement qui devait intervenir peu de temps après, de Valeri REPINE (2), collaborateur du Fonds pour la région de LENINGRAD, qui était apparu à la télévision le 1er mars pour "avouer ses crimes" et qui indiqua notamment à cette occasion que le Fonds était financé par la CIA. L'arrestation de KHODOROVITCH qui le mettait hors d'état de connaître les dépositions de REPINE, rendait sa défense, pensait-on, plus difficile.

Depuis son arrestation, on a appris que Serge KHODOROVITCH, un orthodoxe de 42 ans, maintenu en complet isolement pendant la période d'instruction de son affaire, était systématiquement battu à la prison de BOUTYRKI, à Moscou, au point que le 30 septembre 1983, il se trouvait dans l'infirmerie de la prison, atteint d'une fracture du crâne. Cet homme avait remplacé Alexandre GUINZBOURG après son arrestation et s'était chargé à sa suite de venir en aide, avec les fonds qu'il recevait, aux familles des prisonniers de conscience. Le sort de ces femmes et de ces enfants est, on le sait, très difficile. C'est près de 700 familles qui étaient secourues annuellement, ces derniers temps, selon Nathalie SOLJENITSYNE, la femme de l'écrivain, présidente du Fonds, dans une interview accordée au journal de Zürich "WELTWOCHEN". Chaque enfant reçoit 40 roubles par mois, un cadeau pour Noël, et, quand c'est possible, un cadeau pour son anniversaire. Le Fonds prend aussi souvent à sa charge les frais de transport des femmes se rendant dans les camps pour visiter leurs maris. Ces voyages sont souvent fort onéreux.

C'est vraisemblablement dans l'espoir de faire "craquer" Serge KHODOROVITCH que les organes ont eu recours à la torture. La thèse qu'ils essaient de lui faire avouer, comme ils ont réussi avec REPINE, est que le Fonds est une

(1) SOP, N° 85.

(2) KNS, N° 172.

organisation se livrant à l'espionnage au profit de l'étranger. Ceux qui sont arrêtés dans le cadre d'une telle affaire peuvent être inculpés de haute trahison et à ce titre passibles de la peine de mort. C'est cette menace que profèrerait régulièrement le juge d'instruction à Alexandre GUINZBURG pendant les quinze mois de son instruction. Dans une déclaration rendue publique une semaine après les aveux télévisés de REPINE, obtenus après un séjour de quinze mois en isolement total, Serge KHODOROVITCH indique que "le seul service de renseignement qui se soit jamais intéressé au Fonds n'est autre que le KGB". Le gouvernement américain, de son côté, a déclaré que jamais la CIA n'avait été en rapport avec le Fonds.

Dès le 1er mai, le successeur de KHODOROVITCH comme responsable du Fonds était désigné en la personne de André KISTIAKOVSKI, un chrétien orthodoxe, traducteur de l'anglais, de son état. Son appartement fut très vite perquisitionné, sa machine à écrire confisquée, lui-même interrogé. A la suite de quoi, il fut attaqué dans la rue par quatre individus, battu, emmené de force au KGB où on lui dit : "Tu vois ce qui arrive à ceux qui s'occupent du Fonds ? Tu seras bientôt en prison". Ce traitement a peut-être contribué à accélérer la maladie dont souffre André KISTIAKOVSKI qui l'a conduit à demander à être remplacé en tant que responsable du Fonds. C'est maintenant André MIKHAILOV, lui aussi chrétien orthodoxe, âgé de 40 ans et père de cinq enfants. Spécialiste d'histoire de l'art, il travaille au Musée d'Ostankino, au sujet duquel il a publié un livre. Dans une déclaration qu'il a rendue publique, André MIKHAILOV, après avoir évoqué les sévices subis par Serge KHODOROVITCH, affirme notamment : "Tous les hommes, indépendamment de leur race ou de leur situation, ont le droit d'appeler à l'aide et de la recevoir, comme ils sont exhortés par Dieu à aider autrui et lui rendre assistance. C'est là le fondement du travail du Fonds social d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles. Le Fonds n'a pas d'autre but et ne contredit d'aucune façon les lois de notre pays". (1)

Chez les catholiques de Lithuanie aussi...

Les exemples qui viennent d'être donnés concernaient les chrétiens orthodoxes. Mais les communautés catholiques ou protestantes d'Union Soviétique n'ont pas été épargnées en 1983.

Chez les catholiques, c'est en Lithuanie en particulier, que la répression a été la plus sensible et la plus violente. Elle a frappé, d'abord, les responsables du Comité Catholique de défense des droits des croyants, qui étaient aussi les animateurs de la "Chronique de l'Eglise catholique lithuanienne", une publication de Samizdat, les Pères Alfonsas SVARINSKAS et Sigitas TAMKEVICIUS, mais il semble bien que tous les membres du Comité soient visés. Agé de 58 ans, le Père Alfonsas SVARINSKAS, qui avait été arrêté le 26 janvier 1983, a été condamné, en mai, par le Tribunal de VILNIUS (Lithuanie), à sept ans de prison et cinq ans de relégation pour "calomnie de l'Etat soviétique et du système social" et "appel à la résistance contre lui". C'est la première condamnation d'un prêtre catholique depuis 1973.

Le Père Alfonsas SVARINSKAS est une personnalité très populaire en Lithuanie. Il a déjà passé seize années de sa vie dans les camps. Il a été ordonné à la prêtrise en 1950 alors qu'il était détenu dans un camp de travail en Union Soviétique. A sa libération en 1956, après avoir purgé une première peine de dix ans, il commença son ministère en organisant des processions religieuses, en rénovant les bâtiments ecclésiastiques et en enseignant la foi aux jeunes. Il fut arrêté une seconde fois en 1958 et condamné à six ans de camp. Relâché en 1964, il

(1) Voir "Rousskaya Mysl", 20 octobre 1983 et KNS, N° 186.

travaille comme prêtre non enregistré pendant vingt mois. Son influence grandit avec son rayonnement de pasteur. En 1978, avec quatre autres prêtres catholiques lithuaniens, il annonce à Moscou, au cours d'une conférence de presse, la création du Comité Catholique de défense des droits des croyants. Celui-ci rendit publics plus de cinquante documents dénonçant les violations des droits des croyants. En 1982, recevant le nouvel évêque de TELSIAI, le Père Alfonsas prononce un discours, comme si il était un personnage officiel, en tant que représentant du Comité Catholique. C'est, selon les observateurs, ce fait qui conduisit les autorités à décider de déclencher la répression contre les membres du Comité. (1) Son arrestation avait soulevé une forte indignation en Lituanie : des pétitions provenant de nombreuses paroisses, adressées le plus souvent à Youri Andropov et indiquant que le Père Alfonsas SVARINSKAS est "connu en Lituanie pour ses bonnes actions, non pour ses crimes", occupent les onze premières pages du numéro 57 de la Chronique de l'Eglise catholique lithuanienne. Mille trois-cent-vingt-six paroissiens de VIDUKLE, la paroisse du Père Alfonsas écrivent notamment : "notre curé a toujours mis l'accent sur la garantie constitutionnelle de la liberté de conscience, (...) il a toujours combattu les vices moraux qui se sont développés dans la société entière, et a donc travaillé pour le bien de tous, et pas seulement pour celui des croyants". De leur côté, les mille trois-cent-cinq catholiques signataires de la pétition de la paroisse de PRIENAI, après avoir exprimé leur profonde tristesse de voir arrêté le Père Alfonsas déclarent : "Nous avons toujours défendu les prêtres de notre nation, et nous continuerons de le faire, en demandant à Dieu qu'ils poursuivent leur défense courageuse de la Vérité, de Dieu, de l'Eglise et de nos intérêts de croyants".

Au total, c'est 35865 personnes appartenant à soixante-douze paroisses qui ont signé des pétitions exigeant sa libération avant que son procès n'eut lieu. De même, cent-quatre prêtres du diocèse de TELSIAI, où servait le Père Alfonsas, ont écrit une lettre de protestation à Youri Andropov. (2) Les pétitions se multiplient et s'étendent après le verdict. (3) Le procès lui-même a eu lieu du 3 au 6 mai à VILNIUS. Il s'est déroulé dans une atmosphère proche de l'état de siège : une foule considérable de partisans, d'amis et de prêtres s'était rassemblée autour des locaux du Tribunal entourés par la police. Seules les personnes munies d'un laissez-passer qui était difficile à obtenir étaient autorisées à pénétrer dans le bâtiment. Des groupes de croyants priant à l'extérieur du bâtiment furent emmenés de force par la police en autobus et abandonnés dans les bois. Ceux qui revenaient étaient arrêtés, condamnés à payer une amende, et emprisonnés pour dix jours. Toute circulation à proximité des bâtiments de la Cour Suprême était contrôlée, et l'arrêt des trolleybus face au bâtiment, supprimé. C'est son activité dans le samizdat et dans le domaine de la défense des droits des croyants qui a été reprochée au Père Alfonsas. Le procureur l'accusait d'"inciter les prêtres à s'élever contre les lois soviétiques". (4) Le Père Sigitas TANKEVICIUS, seul témoin cité par la défense, déclara, dans sa déposition, qu'"aucune des activités du Comité Catholique pour la défense des droits des croyants n'était incompatible avec la Constitution Soviétique, les Accords d'Helsinki ou la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. En outre, ces activités étaient aussi nécessaires (...) aux autorités soviétiques puisqu'elles leur faisaient connaître les actions commises contre les croyants et les violations de la loi. A la fin de sa déposition, il rappela que près de 55000 croyants et la quasi-

(1) KNS, N° 182.

(2) KNS, N° 174 et 175.

(3) KNS, N° 184.

(4) La traduction du compte rendu de son procès par le Père Alfonsas lui-même est paru dans KNS, N° 184.

totalité du clergé lithuanien avaient écrit aux autorités en leur demandant de mettre fin à l'affaire montée contre le Père Alfonsas. (1)

Après l'énoncé de la sentence, la cour décide que le Père Sigitas TANKEVICIUS devait être arrêté lui aussi, ce qui fut fait séance tenante. Il a été condamné, le 2 décembre 1983, à six ans de camp et quatre ans de relégation. Malgré cette condamnation, et les menaces qui pèsent sur ses membres, le Père Sigitas TANKEVICIUS a été remplacé au sein du Comité par le Père Kazimieras ZILIS, prêtre de la paroisse de JIEZNAS, dans le diocèse de KAISIADORS.

Selon les observateurs, la situation de l'Eglise catholique en Lituanie ne manque pas de préoccuper les autorités soviétiques : c'est surtout devant le front uni des catholiques laïcs et prêtres qui soutiennent très massivement les victimes de la répression, que les autorités sont désarmées. La tactique courante qui consistait à intimider les contestataires potentiels est dans ces conditions inefficace. Dans le passé, c'est à la suite de l'arrestation et de la condamnation de trois prêtres dans les années 1970-72 que l'on avait constaté un renouveau dans l'Eglise catholique de Lituanie. Depuis cette date et jusqu'à l'année dernière, les autorités s'étaient abstenues de viser des membres du clergé et se contentaient de frapper durement les laïcs engagés comme Viktoras PETKUS et Balys GAJAVSKAS, qui avaient été condamnés à quinze ans de prison pour leur activité dans le Samizdat. L'arrestation et la condamnation du Père Alfonsas, marquent l'échec de cette politique. Le nouveau cours répressif des actions du pouvoir en Lituanie a fort peu de chances, de l'avis de tous, de mettre un terme au renouveau de l'Eglise.

Dans le N° 53 de leur Chronique, les membres encore libres du Comité Catholique demandent : "Pourquoi les prêtres les plus zélés ont-ils été arrêtés ? Est-ce la proclamation d'une lutte ouverte contre l'Eglise ?" Ils rappellent au Président ANDROPOV, à qui ce document est adressé qu'"en 1874, ENGELS a déclaré que la lutte ouverte contre l'Eglise était une bêtise car c'est la meilleure manière de raviver l'intérêt pour la religion". Ils avaient auparavant indiqué : "Nous répétons encore une fois que le but du Comité Catholique est de veiller à ce que les croyants de Lituanie aient autant de droits que les athées qui, eux, jouissent non seulement du soutien des autorités, mais aussi du soutien de ceux qui luttent contre l'Eglise. Peut-on considérer anticonstitutionnelle l'activité du Comité, quand la Constitution de l'URSS garantit les droits égaux à tous les citoyens, indépendamment de leur race, de leur nationalité ou de leur attitude envers la religion, etc. (art. 34) ?" (2)

... et en Ukraine.

En Ukraine Occidentale, où, en 1946, l'Eglise catholique de rite oriental (Uniate) avait été contrainte par les autorités, avec quelle férocité, à se fondre dans l'Eglise orthodoxe russe, de nombreuses informations font état d'un renouveau de la campagne pour sa reconnaissance légale. Ce renouveau est observé depuis l'arrivée à Rome du pape Jean Paul II qui s'est montré à plusieurs reprises préoccupé par le sort des catholiques ukrainiens. Dernièrement, Joseph TERELIA, l'un des cinq membres fondateurs d'un Comité spécial s'efforçant d'obtenir cette légalisation a été arrêté. L'agitation en Ukraine Occidentale dure pratiquement depuis 1946 date de la liquidation officielle de l'Eglise Uniate : des pétitions sont régulièrement envoyées dans toutes les instances, signées par de nombreux paroissiens. Les autorités répondent en organisant, par exemple,

(1) Voir KNS, N° 181 et 182.

(2) Le très bon article de Marite SAPIETS, qui fait le point sur la question, publié dans "Religion in Communist Lands", Vol. 11, N° 3, a été traduit dans : "L'Actualité religieuse dans le monde", N° 9, 15 février 1984.

des "descentes" dans une dizaine de villages avant Pâques en 1981. Elles s'efforcent également d'utiliser l'arme idéologique en diffusant des films accusant les responsables de l'Eglise ukrainienne d'avoir été les partisans des nazis pendant la dernière guerre, et surtout en développant à une échelle sans précédent la propagande anti-religieuse : ainsi, dans la seule région de LVOV, on dénombre 587 commissions chargées d'introduire les nouveaux rites soviétiques. (On reviendra sur ce sujet plus en détail dans la suite de cette chronique.) Il y a 3000 conférenciers et 7000 agitateurs qui mènent la propagande anti-religieuse... 450 clubs d'athéisme sont réservés aux adultes et 1600 pour les jeunes. En 1980, vingt-deux églises ou chapelles ont été fermées et utilisées en vue d'objectifs culturels ou sociaux, transformées en musées, principalement des musées de l'athéisme. (1) Au total ce renforcement de la propagande anti-religieuse vient lutter contre le renouveau de la foi catholique en Ukraine, renouveau dont les causes générales sont identiques à celles que l'on observe dans le reste de l'Union Soviétique et les causes conjoncturelles liées incontestablement à la personnalité et au comportement du pape Jean-Paul II. (2)

Les protestants durement touchés.

Toutefois c'est assurément les membres des Eglises protestantes qui ont payé le plus lourd tribut à la persécution en 1983 comme dans les années précédentes. On se souvient que entre la fin 1977 (conférence de Belgrade) et octobre 1980 (ouverture de la conférence de Madrid), on a enregistré 445 cas connus en Occident d'arrestations de personnes luttant pour leurs droits. Sur ces 445 cas, 203 cas (soit 47%) sont victimes de persécutions religieuses dont cent-neuf baptistes, quarante-sept adventistes, vingt-et-un orthodoxes. (3) Ces chiffres, on l'a dit dans la précédente chronique, sont à manier avec précaution : entre autres difficultés, il est difficile de déterminer les motivations précises du comportement d'un homme arrêté. Serge KHODOROVITCH, par exemple, dont nous avons parlé plus haut est-il administrateur du Fonds social russe parce qu'il considère qu'il est de son devoir de chrétien de participer à cette tâche humanitaire, et alors il faut le compter comme une victime de la répression anti-religieuse, ou la répression s'abat-elle sur lui pour des raisons purement politiques ?

Quoi qu'il en soit, les cas connus d'arrestations et de condamnations sont en majorité le fait de protestants, principalement de baptistes. Il est impossible et il serait fastidieux de reprendre ici la liste des baptistes arrêtés en 1983. Selon Keston College, il y avait à la fin de septembre 171 cas connus, mais comme aucune nouvelle arrestation n'avait été signalée depuis le début de juillet, le nombre véritable des baptistes emprisonnés était estimé supérieur à 180, ce qui est à peu près équivalent à la moitié du nombre de chrétiens emprisonnés et dont les cas seraient connus. Il est vrai que les baptistes se sont fort bien organisés pour la défense de ceux des leurs qui sont arrêtés : c'est une des raisons du nombre important connu de leurs prisonniers. Certains d'entre eux sont en effet arrêtés parce qu'ils ont pris part à la rédaction ou à la confection du "Bulletin du Conseil des parents de prisonniers des chrétiens-baptistes évangéliques". Ce Bulletin qui recense, mensuellement, toutes les arrestations, condamnations, libérations, démarches entreprises, attaques dans la presse, comme les succès obtenus, et où s'expriment les remerciements de ceux qui ont été aidés, joue un très grand rôle dans l'information de l'Occident sur la situation de la communauté baptiste en Union Soviétique.

(1) KNS, N° 174.

(2) Deux articles fort intéressants et abondamment documentés sont parus dans la revue : "Religia in communist lands", N° 3, vol. 11, Winter 1983 : "The Ukrainian orthodox question in the USSR", by F. SYSYN et "The Ukrainian Catholic Church, the Vatican, and the Soviet Union during the Pontificate of Pope John Paul II", par Ivan RVAT.

(3) "L'Alternative", N° 9, mars-avril 1981, p. 3.

Parmi les tout derniers exemples de condamnations connus ici, il y a celui, caractéristique, des baptistes lettons Janis ROZKALNS et Janis VEVERIS. (1) Le premier âgé de 34 ans a été condamné le 7 décembre 1983 à cinq ans de camp à régime strict et trois ans de relégation. Il avait été arrêté le 20 avril 1983, après avoir demandé à émigrer et après que la police eut trouvé chez lui, au cours d'une perquisition, quarante exemplaires de la Bible et de l'Acte final d'Helsinki (qui est maintenant un document illégal en URSS) (2). En août dernier, sa femme avait pu, dans une conversation téléphonique, remercier tous ceux qui de tous les coins du monde lui avaient envoyé des lettres par centaines après l'arrestation de son mari, ce qui lui avait été d'un grand secours moral. C'est à la publicité qu'a reçue son arrestation qu'on attribue la relative clémence dont il a été l'objet, puisque le procureur avait requis contre lui la peine maximale pour les infractions relatives à l'équivalent de l'article 70 du Code pénal de la RSFSR (sept ans de camp, plus cinq ans de relégation).

Depuis le début de 1982, selon Keston College, se développe également une autre pratique : celle qui consiste à réarrêter peu de temps après leur libération des prisonniers qui ne se soumettent pas aux exigences des autorités : c'est le cas par exemple de Eugène POUCHKOV relâché le 30 avril après une peine de trois ans et réarrêté le 27 mai, après qu'il eut refusé de déposer une demande d'enregistrement de sa communauté; ou celui de Ivan DANILIOUK, réarrêté en février 1982, trois semaines après sa mise en liberté et condamné à cinq ans de camp à régime sévère; ou de Benjamin MARKEVITCH en octobre 1982, condamné après deux mois de liberté, à ces mêmes cinq ans; etc. (3) Pour la première fois en dix ans, deux baptistes ont été inculpés avant d'avoir été relâchés : Rudolf KLASSEN, de Karaganda dans le KAZAKSTAN et Yakov SKORNIKOV qui étaient sur le point de finir de purger une peine de trois et de cinq ans respectivement. Malgré les coups et les menaces de mort des autorités du camp qui voulaient les contraindre à renoncer à leurs activités religieuses, malgré la maladie, ces deux responsables baptistes ont tenu bon, ce qui leur a valu d'être condamnés à trois années supplémentaires de camp à régime strict. Pour Yakov SKORNIKOV, âgé de 55 ans, c'est la cinquième condamnation prononcée pour avoir été responsable d'une communauté baptiste non enregistrée et pour avoir soi-disant organisé la production d'importantes quantités de littérature religieuse en Asie Centrale Soviétique.

Son compagnon Rudolf KLASSEN est lui âgé de 52 ans et est arrêté pour la seconde fois en 1980 pour avoir entrepris un travail avec la jeunesse. Transféré dix-sept jours avant sa libération du camp à la prison d'instruction du KGB, il y est battu pendant des heures. On le prévient qu'un traitement encore plus cruel lui est réservé au cas où il jetterait le moindre regard sur l'assistance pendant son procès ce qui explique qu'à l'audience, il ne put même pas se rendre compte de la présence de sa femme et de quatre autres frères chrétiens. (4) Dans le récit qu'il fit de ces événements à sa femme pendant une entrevue, il reconnut qu'il avait été bien près de lâcher.

Le destin de Mikhaïl SIGAREV est tout aussi tragiquement exemplaire : âgé de 55 ans, pasteur d'une communauté baptiste non enregistrée, à Omsk, il est arrêté pour la troisième fois le 27 mai 1983. Pendant son premier séjour au camp de 1969 à 1972, sa femme meurt de leucémie alors qu'elle avait la charge de ses huit enfants. Ceux-ci sont recueillis par sa mère. Le lendemain de sa libération, alors qu'il célèbre avec sa communauté, à la fois le deuil de sa femme et son retour parmi les siens, la milice fait irruption et menace de

(1) KNS, N° 189.

(2) KNS, N° 183.

(3) KNS, N° 179.

(4) KNS, N° 186.

l'arrêter de nouveau. Ces harcèlements se poursuivent pendant quatre mois jusqu'au moment où les agents du KGB l'emmènent et lui demandent de collaborer avec eux. Devant son refus, il est condamné à cinq ans de camp.

La persécution "ordinaire".

Ces persécutions touchent des personnes qui se sont mises en avant soit par leur fonction, soit par leur courage. Mais le caractère nouveau de la répression en 1983, est si l'on peut dire sa banalisation. Durant les perquisitions effectuées de plus en plus souvent dans les milieux de chrétiens ordinaires, sont confisqués des livres ayant un caractère nettement et exclusivement religieux. C'est ce qu'indique notamment l'appel reçu en juin 1983, intitulé "À tous les chrétiens du monde" (voir note 1, ci-dessous). Le sentiment qui se dégage à la lecture du document est que, les autorités, devant la montée de l'intérêt pour la foi et le sentiment religieux, dont ils ont bien conscience, se sont lancés dans des opérations d'intimidation visant à impressionner les personnes qui s'intéressent à la foi, quelle que soit leur confession d'appartenance. L'appel cite les titres des livres confisqués pendant ces perquisitions : on se convaincra à la lecture de la liste de ces titres qu'ils sont de contenu spirituel.

L'une des dernières décisions officielles de Iouri Andropov illustre tout à fait l'escalade dans l'échelle de la répression qui est actuellement en cours : la décision du 11 janvier 1984 complète les dispositions de l'article 70 du Code pénal de la RSFSR. Cet article qui punissait d'une peine pouvant aller jusqu'à sept ans de camp notamment la "diffusion, la rédaction ou la détention" d'écrits de teneur anti-soviétique. La nouvelle rédaction de cet article le complète en indiquant qu'une peine identique est encourue pour "des oeuvres manuscrites, imprimées ou sous toute autre forme, de même contenu". Les "oeuvres" ainsi définies recouvrent tout l'éventail des possibilités du manuscrit à la cassette pour enregistrement magnétique, alors que les "écrits" ne concernaient que les livres imprimés. Le second complément à l'article 70 qui stipulait que la peine peut être aggravée jusqu'à dix ans quand les actes ont été "commis par des personnes précédemment condamnées pour des infractions contre l'Etat particulièrement dangereuses, ou en temps de guerre", porte sur le cas où les actes ont été commis "en utilisant des moyens financiers ou matériels, reçus d'organismes étrangers ou de personnes travaillant pour ces organismes étrangers". La boucle est ainsi bouclée : ce complément officialise l'ingérence de l'étranger dans la propagande anti-soviétique. Il ouvre la voie à une répression systématique de ceux qui reçoivent de l'étranger une aide matérielle ou spirituelle...

Un chapitre particulièrement douloureux et délicat est celui des cas de reniements : dans le passé celui du Père Dimitri DOUDKO, son apparition à la télévision pour reconnaître ses "fautes" avaient provoqué un grand émoi tant dans les milieux chrétiens d'Union Soviétique qu'en Occident.

Les cas de reniement de cette nature sont attestés dans toutes les communautés chrétiennes : celui de Valeri REPINE, un chrétien orthodoxe russe de Léninegrad a déjà été mentionné. La presse lithuanienne fait état du cas de T. ROKAS qui regrette son engagement passé avec les "défenseurs de la foi, de la nation et des droits de l'homme", - en guise de sainteté, alimentent l'Occident avec de la propagande anti-soviétique, - et qui invite les jeunes Lithuaniens à tendance romantique à se méfier de tels individus. Dans la presse ukrainienne, un certain Alexeï ROZCHOUKINE se repent d'avoir appartenu au mouvement des Pentecôtistes pour l'émigration. De ce fait, il voit sa condamnation ramenée à trois ans avec sursis.

(1) Publié dans "Cahiers du Samizdat", N° 96 et dans le supplément du SOP, N° 81.E

Le cas du Père ROMANIUK illustre typiquement l'état auquel peut mener la persécution. Condamné à 10 ans de camp pour "propagande et agitation anti-soviétiques" parce qu'il menait campagne pour la préservation des valeurs culturelles de l'Ukraine et défendait les intellectuels persécutés, il rentre chez lui à Kosiv en décembre 1981. Prêtre orthodoxe, il n'obtient pas sa réinstallation à une charge pastorale. Les autorités exigent de lui une "déclaration de repentance" qu'il refuse d'écrire. Employé au service du nettoyage de l'hôpital local, il se voit refuser avec sa famille le droit à l'émigration. Il ne reçoit pas d'Occident le soutien qu'il espérait dans sa demande. Son fils est rappelé à l'armée. Toutes ces circonstances permettent de comprendre la "déclaration de repentir" qu'il écrit au délégué du conseil pour les Affaires religieuses de la région d'Ivano-Frankovsk et qui est publié en avril 1983 par la presse locale ainsi que par un hebdomadaire destiné aux Ukrainiens de l'étranger. (1) Sa biographie, écrite par ses amis dans un appel pour le laisser partir au Canada ou lui laisser la possibilité d'être prêtre, et qui est antérieur à sa déclaration de repentance, est tragique : première condamnation en 1944 à vingt ans de camp, exil de sa famille en Sibérie où son père meurt de privations, son frère de 13 ans est tué quand il essaie de s'échapper au moment où sa famille est rassemblée pour être envoyée en Sibérie. Après sa condamnation en 1972, il est envoyé dans l'extrême Nord mais réussit à en revenir...

Les refuzniks chrétiens.

La situation de ceux que l'on appelle les refuzniks, ces juifs d'Union Soviétique qui se sont vus refuser le visa pour l'émigration en Israël, est maintenant bien connu en Occident. Une émission de télévision leur a été consacrée et, en de multiples instances, leur sort est évoqué dans les organismes s'occupant du respect des droits de l'homme. Si ils peuvent compter sur l'aide active et opiniâtre des communautés juives d'Occident, il n'en va malheureusement pas de même pour d'autres catégories de citoyens soviétiques ayant également décidé d'émigrer à la suite de multiples brimades et s'étant vu opposer le même refus : les cas les plus préoccupants aujourd'hui sont ceux des pentecôtistes dont un appel est parvenu en Occident en 1983. Il fait état des persécutions violentes auxquelles ont été soumises les personnes qui ont déposé "une demande auprès du gouvernement soviétique de (leur) permettre de quitter l'URSS pour n'importe quel pays non socialiste où la religion n'est pas interdite (...) Nous avons fondé", poursuit l'appel, "un Comité nommé 'le droit à l'émigration de l'URSS', dont les statuts ne contredisent en rien les lois et la constitution de l'URSS. Ces derniers temps, cependant, les membres de ce comité ont été persécutés. Tous ceux qui ont fait la demande d'émigration subissent des perquisitions, des arrestations, des brutalités allant même jusqu'au meurtre..." (2) L'appel relate longuement l'ensemble des sévices auxquels ont été soumis les pentecôtistes demandant à émigrer, surtout vers la région de RAVNO, mais les perquisitions et les poursuites contre eux ont eu lieu dans tout le pays.

Certains de ces pentecôtistes ont été arrêtés et jugés. C'est le cas d'Edouard BOULAKH, âgé de 41 ans, marié et père de trois enfants qui a été condamné le 28 février par le Comité Suprême de Vilnius en Lithuanie à deux ans et demi de camp à régime sévère (l'accusation avait requis trois ans contre lui). BOULAKH, qui, comme beaucoup de ces pentecôtistes est d'origine allemande, était accusé de "calomnies contre l'Etat soviétique et le système social" pour avoir envoyé aux autorités soviétiques et à l'Ouest le récit de sa vie qui expliquait les raisons d'ordre religieux pour lesquelles il désirait émigrer avec sa famille

(1) KNS, N° 176.

(2) Le texte intégral de l'appel est publié dans "Cahiers du Samizdat", N° 96.

en Occident. L'accusation affirmait que ce récit était calomnieux, car "de telles choses n'arrivent pas dans notre pays". (1) BOULAKH avait déjà subi une peine d'un an de camp, après un procès expédié en quarante minutes, qui lui avait été intenté pour avoir refusé de participer à une période d'entraînement militaire après que lui et sa famille aient payé les droits de renonciation à la citoyenneté soviétique. A l'expiration de sa peine, il fut transféré du camp à la prison de Vilnius où de nombreuses charges lui avaient été notifiées. (2) Au camp, alors qu'il subissait une punition de quinze jours dans une cellule d'isolement où il avait été placé pour avoir refusé de rendre sa bible, Edouard BOULAKH a été victime d'une attaque cardiaque. (3) Bien qu'il ait été fort mal en point, ce n'est qu'après deux jours qu'un traitement lui fut administré.

Galina BARATS, la signataire de l'appel lancé au nom des pentecôtistes au Comité des Droits de l'Homme qui avait défendu sans relâche son mari Vassili BARATS arrêté en août 1982 comme l'un des organisateurs du "Comité pour le droit à l'émigration", a été arrêtée en mars dernier à Rostov-sur-le-Don où elle s'efforçait de voir son mari avant son procès. Elle a été accusée d'"agitation et de propagande anti-soviétiques". Pendant qu'elle s'efforçait de défendre son mari, elle continuait également à s'occuper des pentecôtistes poursuivis ou blâmés pour leur demande d'émigration comme en témoigne l'appel qu'elle signa. Une perquisition liée à cette arrestation a eu lieu le même jour à Moscou dans un appartement d'une pentecôtiste. Vassili BARATS a finalement été condamné à cinq ans de camp à régime sévère à l'issue de son procès qui eut lieu les 22-28 mars 1983 à Rostov-sur-le-Don. Quant à Galina BARATS elle a été condamnée à six ans d'emprisonnement. (5) La biographie de Vassili et Galina BARATS n'est pas banale : Vassili, qui est issu d'une famille catholique avait été officier dans l'armée rouge et membre du PC. Confrontés à des difficultés croissantes sur le plan politique, ils demandent à émigrer avant de devenir pentecôtistes. BARATS fonde ensuite un comité pour le droit à l'émigration se proposant d'unir les candidats à l'émigration croyants et non-croyants. (6)

On apprend également l'arrestation, le 21 février dernier, de Boris PERTCHATKINE, âgé de 36 ans, le secrétaire du "Conseil des Eglises pentecôtistes" formé par les responsables du mouvement d'émigration. PERTCHATKINE est marié, père de six enfants dont le plus âgé a 12 ans, et sa femme était enceinte d'un septième au moment de son arrestation. Les enfants sont fréquemment battus à l'école, traités d'espions et de traîtres par leurs camarades de classe. PERTCHATKINE avait achevé en août 1982 une peine de deux ans de camp pour "calomnies de l'Etat soviétique et du système social" et avait été, depuis, soumis à une pression constante. (7)

Tamara BOYAROVSKAYA, une pentecôtiste ayant également demandé à émigrer comme les autres dès 1977, a été jugée le 24 mai à Vilnius et condamnée à trois ans de prison, alors qu'elle est enceinte de sept mois. C'est la raison pour laquelle l'exécution de la sentence a été repoussée à deux ans. Elle était jugée pour calomnies comme les autres car elle désirait émigrer. Comme E. BOULAKH elle avait fait parvenir sa biographie à la Conférence de Madrid. Elle a eu un fils, David. (8)

(1) KNS, N° 169.

(2) Une biographie de E. BOULAKH est donnée dans KNS, N° 172.

(3) KNS, N° 174.

(4) KNS, N° 170.

(5) KNS, N° 178.

(6) Voir l'article de M. KOWE "The Soviet Pentecostal Emigration Movement", RCL, vol. 11, N° 3, pp. 337-339.

(7) KNS, N° 172.

(8) KNS, N° 174, 175, 182.

Le procès de Vassili CHILIOUK (1), condamné en janvier 1983 à trois ans de camp pour "calomnies contre l'Etat soviétique et le système social" et "l'organisation d'actions de groupe qui perturbent l'ordre public" a été raconté dans un article du journal "Radyanskaya Ukraina" (l'Ukraine Soviétique) du 30 janvier 1983 et dans un compte rendu en Samizdat reçu par Keston College. L'article du journal soviétique porte exclusivement sur l'accusation de calomnie accusant "CHILIOUK de fabriquer des documents calomnieux" au sujet des "soi-disant persécutions de croyants pour leurs convictions dans notre pays", documents ensuite envoyés à l'étranger pour nourrir la propagande bourgeoise. L'article en vient ensuite à réfuter ces affirmations calomnieuses et mentionne notamment que "les participants à la conférence mondiale des responsables religieux contre la catastrophe nucléaire, qui eut lieu à Moscou l'an dernier, témoignent du fait que notre Etat observe constamment les principes de la liberté de conscience". De même Billy GRAHAM, le célèbre prédicateur qui était venu à Moscou à cette occasion, est appelé à la rescousse. Dans une interview "il a admis qu'il avait été capable de se convaincre personnellement de ce constant (respect de la liberté de conscience, (M.S.)) en visitant plusieurs lieux de cultes et des communautés de différentes dénominations, et qu'il n'avait constaté cela (c'est-à-dire un tel respect constant des principes de la liberté de conscience (M.S.)) ni en Angleterre, ni au Japon, où la liberté est limitée dans ce domaine". Il ajoutait que la liberté d'expression religieuse ne pouvait pas être illimitée et qu'"il n'y avait pas de pays où elle n'était pas réglementée par la loi". (2)

Les dernières nouvelles reçues en Occident proviennent d'un groupe de 45 pentecôtistes du village de CHOUGUEVKA, en Sibérie orientale, qui s'apprêtaient à entreprendre un jeûne de trente jours à dater du 2 janvier 1984 pour protester contre le refus des autorités soviétiques de les laisser émigrer en Allemagne fédérale. Ils avaient déjà organisé un premier jeûne de dix jours au mois de septembre. Depuis leur installation dans la région, ils ont été victimes d'un nombre impressionnant d'amendes et de condamnations à des peines de prison. (3)

Les pentecôtistes qui cherchent à émigrer représentent environ 10 % du nombre des pentecôtistes dénombrés en URSS. Le nombre d'adultes appartenant à cette dénomination est généralement estimé à 150000 personnes. Mais, la majorité silencieuse des pentecôtistes fait partie de ceux qui restent et veulent témoigner en URSS malgré les difficultés et les persécutions. (4)

(1) KNS, N° 165.

(2) KNS, N° 168.

(3) KNS, N° 189.

(4) Pour un bref historique du mouvement voir, M. ROWE : "The Soviet Pentecostal Emigration Movement", RCL, vol. 11, N° 3, pp. 337-339.

VANCOUVER et la situation des croyants en URSS.

A la fin de juillet et au début du mois d'août 1983 a eu lieu à Vancouver, l'assemblée générale du Conseil Oecuménique des Eglises auquel participent des Eglises venant d'Europe de l'Est et notamment une importante délégation de l'Eglise orthodoxe russe. On sait que c'est à sa précédente Assemblée tenue à NAIROBI au Kenya en 1975 que le Père Gleb Yakounine et Lev Regelson avaient fait parvenir un appel à l'aide décrivant la situation de la religion et des fidèles en URSS. Cette action avait provoqué de gros remous à l'époque et devait d'ailleurs intervenir par la suite dans leur arrestation et la condamnation du Père Gleb. Plusieurs événements ont marqué l'assemblée de Vancouver dans notre domaine.

Il y eut d'abord la semaine de conférences organisée par l'organisation suisse "Solidarité chrétienne internationale" et appelée pour l'occasion "Audiences Yakounine", destinée à sensibiliser les médias et l'opinion publique internationale à la persécution des chrétiens dans le monde aujourd'hui, dans l'espoir que le Conseil Oecuménique prenne cette expérience davantage en considération. Dans une conférence de presse tenue après l'ouverture de l'Assemblée par le Dr Philippe POTTER, Secrétaire général du COE, et l'Archevêque SCOTT, Modérateur du COE, (du Canada), au cours de laquelle on leur demandait d'exposer le rôle du COE dans la défense des chrétiens persécutés, la réponse du Dr Potter fut la suivante : (1) "Chaque fois qu'il y a besoin d'une aide du COE, nous l'apportons et nous le faisons toujours par un contact direct avec l'Eglise-membre (du COE) et avec les autorités, parfois avec succès". Le Dr Potter a pu ensuite se prévaloir de la "libération" des pentecôtistes soviétiques qui avaient demandé refuge à l'ambassade américaine à Moscou depuis près de quatre ans et qui avaient été autorisés à en sortir pour émigrer en Occident.

Quant à l'Archevêque SCOTT, il a fait état de la visite accomplie par un représentant de l'Eglise orthodoxe russe au Père Gleb YAKOUNINE, visite annoncée et commentée dans une interview à l'agence soviétique TASS, le 19 juillet dernier. Cette interview est tout à fait inhabituelle : le Père Grégoire, secrétaire du Métropolite JUVENAL, y raconte comment, sur instruction de ses supérieurs, il a visité le Père Gleb, a entendu sa confession, lui a donné la communion et offert une Bible. Vadim CUEGLOV qui a été au Comité chrétien de défense des droits des croyants un proche du Père Gleb l'a commentée ainsi : (2) "Il est bien connu que le Père Gleb a fait une grève de la faim pendant presque deux mois, pour protester contre la confiscation illégale de sa Bible (par les autorités du camp). Le seul résultat en a été qu'il a été de nouveau puni : il a été privé du droit de rencontrer sa famille et du droit de correspondre avec elle et de recevoir de ses proches des colis jusqu'à la fin de sa peine (1985). Mais à la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale du COE à Vancouver, les autorités soviétiques ont autorisé une visite ayant "valeur de propagande" au Père Gleb par un représentant du Patriarcat de Moscou".

En marge de cette assemblée, le Dr RUNCIE, Archevêque de Cantorbéry, a lancé un appel aux autorités soviétiques pour qu'elles autorisent la femme et les enfants du Père Gleb YAKOUNINE à lui rendre visite dans sa prison et qu'elles lui permettent également de recevoir des ouvrages religieux. (3)

(1) KNS, N° 180.

(2) SOP, N° 81.

(3) SOP, N° 81.

D'autre part, deux appels, émanant l'un du diacre orthodoxe russe Vladimir ROUSSAK, l'autre du Comité chrétien de défense des droits des croyants en URSS ont été adressés à l'Assemblée de Vancouver. Auteur d'un ouvrage (1000 pages dactylographiées) sur l'histoire de l'Eglise russe après 1917, Vladimir ROUSSAK a été interdit dans son ministère diaconal. Il demande au COE d'intervenir sur son propre cas mais aussi d'être attentif plus généralement aux difficultés que connaît le clergé orthodoxe russe, notamment en matière de formation théologique. Il exprime l'espoir qu'"un jour le COE cessera d'identifier les délégations soviétiques aux conférences religieuses internationales avec l'ensemble de l'Eglise orthodoxe russe" et qu'il regardera "au-delà de la façade présentée par ces délégations pour apercevoir les larmes et les souffrances des fidèles". Il souhaite aussi que "la charte du COE soit élargie et comporte l'obligation, de la part des Eglises membres, de défendre vigoureusement la foi (...) et les droits des croyants".

Le texte d'une homélie que le diacre a prononcée en 1982 en Biélorussie est aussi parvenu en Occident. "Cette homélie m'a causé un certain nombre de désagréments de la part des autorités civiles et ecclésiastiques - a indiqué son auteur, mais aussi une grande joie : bien des gens sont venus me remercier et me dire leur accord." Dans ce texte prononcé pendant le Carême au cours d'un office ayant pour thème la Passion du Christ, le diacre rappelle que les martyrs ont été, dans l'histoire, le fondement sur lequel s'est bâtie l'Eglise. L'Eglise russe a également suivi le chemin de l'Eglise universelle, mais en devenant depuis Pierre-le-Grand un appareil d'Etat elle s'est éloignée de sa vocation. La révolution a, paradoxalement, rendu "service à l'Eglise" : elle a fait verser le sang des martyrs. Le diacre ROUSSAK poursuit : "En 1932 a commencé le deuxième plan quinquennal : il a été officiellement proclamé "Quinquennat sans Dieu". Le programme de l'Union des athées militants - il y avait alors une telle organisation - prévoyait qu'à la fin de cette période quinquennale les dernières églises encore en activité dans notre pays allaient être fermées et que le mot "Dieu" allait être rayé de notre vocabulaire. Beaucoup d'entre nous se souviennent fort bien de cette période. Notre Eglise s'est alors glorifiée et embellie de dizaines de milliers de martyrs. Ceux-ci n'ont pas de stèles, pas de monuments où nous puissions déposer des fleurs et verser des larmes de compassion. La plupart d'entre eux n'ont même pas de tombe : certains ont été noyés, d'autres ont péri au fond d'une mine, d'autres ont brûlé. Mais ils ont accompli leur oeuvre par leur martyre même, ils nous ont montré ce que doit être le chrétien de nos jours. En outre, par leur force morale ils ont rafraîchi et raffermi l'organisme de l'Eglise et ont fait ressortir les limites de l'athéisme. (...) Certes l'athéisme dispose aujourd'hui encore d'atouts considérables. C'est ainsi que votre petit-fils ne peut rien faire lorsqu'à l'école on lui arrache la croix de baptême qu'il porte au cou, votre fils ou votre fille croyants ne peuvent s'adresser à personne pour crier justice quand on leur enlève des points à l'examen ou qu'ils sont exclus de l'université, et vos proches ne peuvent souvent pas travailler là où ils le veulent, simplement parce qu'ils sont croyants. Mais peu importe la façon dont se manifestent les forces de l'incroyance : le fait est que nous ne connaissons plus aujourd'hui cette démente de l'athéisme que notre Eglise a connue au cours des années 1920 ou 1930, ou encore vers la fin des années 1950 et au début des années 1960 : nous pouvons tranquillement sortir de l'église après l'office, nous ne sommes plus attendus par le "panier à salade" et nous avons bon espoir de revenir à l'église pour l'office suivant. Le sang de nos martyrs n'a pas été versé en vain. Mais pour que ce sang contribue à notre propre salut, il nous faut remplir une condition : nous ne devons jamais l'oublier, nous devons nous souvenir du sacrifice apporté par nos grands-parents et nos parents qui, au prix de leur vie, ont su sauvegarder ce que nous avons de plus précieux : notre foi orthodoxe. (...) Or, nous, non seulement nous commettons le sacrilège d'oublier leur sang et leurs souffrances, mais nous diffamons de façon criminelle leur exploit : au lieu de dénoncer franchement ceux qui sont

coupables de leur martyre, nous cherchons par une casuistique hypocrite à leur en imputer la faute à eux-mêmes : ils sont eux-mêmes coupables, disons-nous, parce qu'ils n'ont pas adopté une attitude loyale à l'égard du régime. Mais, dites-moi, quelle attitude devrait donc acopter un croyant normal à l'égard d'un régime qui combat Dieu et le Christ ?" (1) Selon les dernières nouvelles, le Père Vladimir était sous la menace d'une arrestation pour "parasitisme" s'il n'avait pas trouvé de travail le 23 novembre dernier. Or, comme membre du clergé, il n'est pas en possession du livret de travail indispensable pour obtenir un emploi. De son côté, le Métropolite Philarète, dont il dépend, refuse de le réinstaller comme diacre dans une paroisse depuis que son activité d'historien de l'Eglise russe est connue. De surcroît, on ne lui a pas remis l'invitation à venir en Occident qui lui avait été envoyée. (2)

Le deuxième appel reçu à Vancouver émane du Comité de défense des droits des croyants; il souligne la détérioration de la situation des croyants en URSS depuis la précédente Assemblée de 1975 à laquelle un important rapport avait été adressé par le Père Gleb et Lev Regelson : quelque 300 croyants sont actuellement internés, la propagande anti-religieuse est omniprésente, les croyants sont l'objet de constantes calomnies dans les médias "dans le but évident de provoquer de l'hostilité et même de la haine contre les fidèles dans les milieux non-croyants ou ignorant la religion". Le Comité indique encore que bien des croyants sont privés de leurs droits fondamentaux (travail, logement, instruction, aide médicale...) et que les textes d'application de la législation soviétique sur la religion n'étant pas rendus publics, les fidèles sont entièrement livrés à l'arbitraire.

Dans ce même appel, le Comité rappelle les persécutions dont ses membres ont été victimes.: le Père Gleb Yakounine arrêté et condamné, Victor Kapitan-tchouk arrêté, les Pères Vassili Fonchenkov et Mikolas Gainov soumis à des attaques incessantes "suscitées par les autorités civiles, de la part des autorités religieuses. Le premier a été licencié de son poste d'enseignant à l'Académie de Zagorsk. Le second est obligé de supporter mille reproches et vexations de la part de ses dirigeants ecclésiastiques. Vadim Chtcheglov, est acculé à s'expatrier en juin 1983 après des années de persécution." (3)

Vadim CHTCHEGLOV, maintenant en Occident, a raconté l'histoire et décrit la situation présente du Comité, dont il est désormais le représentant à l'étranger, dans une interview (4) et un texte (5). Il y affirme que le Comité continue de travailler, mais que tous ses membres ont décidé de garder l'anonymat. Ainsi la pression des autorités qui avait abouti au complet démantèlement du comité, avec notamment les "aveux" de Victor KAPITANTCHOUK, s'est révélée vaine. Les réseaux de communication en URSS et avec l'Occident se sont reconstitués, des machines à écrire ont été mises à disposition pour remplacer celles qui avaient été confisquées, si bien que le travail de dénonciation des violations des droits des croyants, qui avait occupé près de 9 volumes, se poursuit. Vadim CHTCHEGLOV, tout en remerciant tous ceux qui, dans la presse, les médias, par l'intermédiaire de moyens financiers mis à disposition, ont aidé par leur prière ou par leur action des chrétiens d'URSS appelle toutes les bonnes volontés à l'aider à constituer la filiale étrangère du comité.

(1) SOP, N° 81.

(2) KNS, N° 188.

(3) L'appel est publié intégralement dans les "Cahiers du Samizdat", N° 96.

(4) SOP, N° 81.

(5) "Religion in Communist Lands", vol. 11, N° 3, pp. 332-334.

Si les comités de défense des droits des croyants continuent leurs activités en Russie comme en Lituanie ou en Ukraine, la vie de l'Eglise dépasse largement le cadre de la vie liturgique tolérée ou de la contestation juridique combattue. La vitalité de la foi se manifeste sous diverses formes qu'il n'est pas question de décrire ici. Dans le domaine intellectuel et culturel, l'ouvrage de Tatiana GORITCHEVA, - cette jeune femme, entrée dans l'Eglise à l'âge adulte et qui participe à la fondation du mouvement féministe chrétien "MARIA" - montre toute la richesse des préoccupations des jeunes chrétiens d'aujourd'hui. (1) Nous avons choisi d'illustrer cet aspect de la vie des croyants en URSS par l'histoire fort mouvementée en 1983 de Valéry BARINOV et de ses amis.

Les tribulations d'un groupe de rock chrétien.

Valéry BARINOV est le fondateur et l'animateur du groupe musical "Troubnyi zvon" ("La sonnerie de la trompette"). Les membres de ce groupe sont des croyants de différentes confessions : orthodoxes, baptistes, luthériens. Leur répertoire est composé pour l'essentiel de musique religieuse de type rock. Le groupe a acquis une grande popularité chez les jeunes de la région de Léninegrad. Valéry BARINOV et Sergueï TIMOKHINE, son adjoint, expriment ainsi leur démarche : "Récemment, dans toutes les églises on a prêché sur la seconde venue imminente de notre Seigneur Jésus Christ et sur l'appel de la trompette (ceci est une allusion évidente aux sermons prêchés sur la seconde venue du Christ et à la référence à la trompette de l'Apocalypse et de l'Evangile de Matthieu 24, 31) (...) La forme de témoignage du groupe "La sonnerie de la trompette" peut vous paraître étrange, mais grâce à la musique moderne, la parole de Dieu est rendue accessible à chacun et, surtout aux jeunes ce qui est extrêmement important". (2)

BARINOV et ses amis se sont, pendant des années, occupés de jeunes drogués, vagabonds et des alcooliques de la région de Léninegrad, ce qui leur a valu les premières réprimandes de la part des responsables de la communauté baptiste à laquelle ils appartiennent. Mais leurs démêlés sérieux avec les autorités ont commencé quand en janvier 1983 ils ont décidé de demander l'autorisation de se produire en public dans les salles d'Union Soviétique pour présenter des concerts de musique chrétienne contemporaine. Ils sont aussitôt arrêtés, emmenés au poste, des cassettes sont confisquées. En février, Valéry BARINOV est convoqué comme réserviste dans l'armée. Les autorités font également pression sur les responsables de la communauté baptiste, officiellement enregistrée, pour que ceux-ci refusent à BARINOV et à son groupe la permission d'organiser, dans les locaux de la maison de prières, une audition de leur programme musical. BARINOV et TIMOKHINE racontent cet épisode dans une lettre adressée au "Conseil des chrétiens évangéliques et baptistes de Léninegrad" (6 mars 1983; le texte de la lettre est donné comme document dans KNS, N° 170, p. 11), en lui demandant "non seulement de ne pas mettre d'obstacle sur leur route, mais aussi de les soutenir dans leur bonne intention et de prier le Dieu tout puissant pour qu'il nous donne l'occasion de prêcher ouvertement le Christ qui vient".

A la suite de cette lettre, Valéry BARINOV est exclu de la communauté. Les responsables qui ont prononcé l'exclusion sous la pression des autorités, ont invoqué le fait que BARINOV portait "une croix et s'habillait avec des jeans, et qu'il enseignait le christianisme à des ivrognes et à d'autres "impies" (3) Dès avant l'été, il avait été évoqué devant BARINOV, qui est soutenu par de nombreux jeunes gens et des chrétiens en Union Soviétique, qui ont même créé une chaîne de

(1) "Nous, convertis d'Union Soviétique", par Tatiana GORITCHEVA, Presses de la Cité, Paris, 1983.

(2) KNS, N° 170.

(3) "Rousskaya Mysl", "La Pensée Russe, N° 3491 du 17 novembre 1983.

prières pour lui venir en aide, que son comportement était passible d'un traitement psychiatrique et qu'il est enregistré comme malade psychique. Comme ils n'ont reçu aucune réponse à la demande qu'ils ont adressée en janvier au Présidium du Soviet Suprême, BARINOV et TIMOKHINE font savoir qu'ils ont l'intention d'organiser un concert le Dimanche 10 juillet, à l'Eglise baptiste de Léninegrad, concert pour lequel ils demandent la prière des chrétiens en Occident. Le 28 juin, ils commencent une semaine de prière et de jeûne pour préparer l'événement.

Le 11 octobre, la milice arrête BARINOV dans le métro et l'envoie en ambulance à l'hôpital psychiatrique N° 3, où on lui pratique aussitôt des injections quotidiennes d'aminazine (médicament connu en Occident sous le nom de largactil ou de thorazine). Le médecin traitant se moque systématiquement de BARINOV en le traitant de "renégat" et de "parasite". Il affirme à sa femme que, bien que son mari "ne soit pas tout à fait malade", sa vision du monde et ses opinions se distinguent tellement des "vues d'un soviétique normal", qu'il faut sans aucun doute le "soigner". Le 18 octobre Tatiana BARINOVA élève une protestation vigoureuse devant le médecin-chef contre le "traitement" de son mari au moyen d'injections d'aminazine. Le lendemain, on lui annonce que la commission médicale spéciale qui doit étudier le cas de son mari se réunirait "bientôt" et qu'"il serait sans doute libéré". Mais, à BARINOV, les médecins affirment qu'il n'est pas exclu qu'il passerait à l'hôpital encore "une douzaine d'années". Finalement, BARINOV a été libéré de l'hôpital le 20 octobre. On considère généralement que cette issue heureuse est le résultat de l'information constante donnée sur le cas de BARINOV par les radios occidentales surtout dans la semaine qui a suivi son internement. (1)

Le jour même de sa "libération", le 20 octobre, son ami et collègue Sergéï TIMOKHINE, âgé de 25 ans, est officiellement informé qu'une action criminelle est engagée contre lui. Son origine se situerait dans une plainte émanant de "voisins" non nommés selon laquelle TIMOKHINE, qui est tailleur de formation se livrerait à la production et à la vente de vêtements "au noir". TIMOKHINE avait écrit le 18 octobre une lettre ouverte au Présidium du Soviet Suprême s'élevant contre "l'incarcération" de Valéry BARINOV et affirmant que des centaines de personnes pouvaient témoigner de ce qu'il est parfaitement sain d'esprit. (2)

Le 11 novembre, des responsables du groupe, Valéry BARINOV, Sergéï TIMOKHINE et Arkadi MIKHAILOV organisent une réunion "évangélique" avec des jeunes "à problèmes" dont ils s'occupent. Quelque deux cents jeunes se retrouvent auprès de l'Eglise baptiste de Léninegrad autour de 20h 30. Les responsables de la paroisse leur refusent l'entrée dans l'église. BARINOV propose alors de se rendre au club des ouvriers qui se trouve sur le chantier proche où il travaille comme gardien. Près de 80 personnes s'y retrouvent et discutent leurs problèmes dans une perspective de morale chrétienne et selon les enseignements de la Bible. La milice et le KGB interviennent brusquement et emmènent les 80 participants pour les interroger. Le KGB paraît le plus intéressé par les leaders : BARINOV, TIMOKHINE, MIKHAILOV et un jeune moine orthodoxe. L'interrogatoire dure près de trois heures. Il est 2h 15 du matin quand MIKHAILOV est relâché.

Les membres du groupe ont annoncé qu'ils prépareraient une semaine de jeûne et de prière avant Noël. Ils prieront pour pouvoir être en mesure de continuer le travail social qu'ils mènent en dépit des tracasseries que leur font les autorités soviétiques et les responsables baptistes. Ils s'adressent aux chrétiens d'Occident "pour qu'ils se rappellent d'eux dans leurs prières". (3)

(1) Sur l'affaire des musiciens de LÉNINEGRAD : KNS, N° 168, 169, 170, 172, 177, 178, 185, 186 et "Rousskaya Mysl", N° 3491, 17 novembre 1983.

(2) KNS, N° 186.

(3) KNS, N° 189.

Les rites d'un nouveau paganisme.

Les résolutions du Plénum du Comité Central du 5 juin dernier indiquent notamment qu'"il est indispensable de mener plus activement la propagande des points de vue scientifico-matérialistes dans la population, accorder une plus grande attention à l'éducation athée. Impliquer davantage les croyants dans la vie sociale, introduire avec plus d'insistance les rites soviétiques"(1) Un article récent (2) permet de présenter brièvement ces rites dont le développement prend, depuis maintenant près de vingt ans une nouvelle et extraordinaire ampleur. Alors qu'il avait été, un moment, suspect, le système des rites soviétiques est maintenant complètement développé en un système de cérémonies séculières couvrant toutes les étapes de la vie et ses fonctions éducatives sont régulièrement discutées. L'importance attachée par les autorités à la mise en place de ces rites ne doit pas être sous-estimée comme en témoignent les chiffres suivants cités par BINNS et tous issus de sources soviétiques.

Dans la seule république d'Ukraine, pour laquelle des données récentes sont disponibles, (qui apparaît, il est vrai comme une république modèle dans ce domaine, mais les autres républiques ont des tendances similaires), les trois quarts des mariages en 1977, ont été célébrés selon le nouveau rituel dans les "Palais des Mariages" (au nombre de plus d'une centaine dans la république). Ces cérémonies sont bien connues. Les autres le sont moins : ainsi 52 % des nouveaux nés sont passés par la cérémonie séculière d'"attribution du nom" dans des locaux spéciaux. La construction de ces locaux et la fourniture des accessoires sont devenus d'importantes activités économiques : en 1978, 11,3 millions de roubles ont été dépensés en Ukraine pour la fourniture de 90 types de "services rituels" distribués par l'intermédiaire de 534 "salons de services rituels". Quelques milliers d'usines sont impliquées dans la production de ce matériel et il y a vingt-deux usines spécialisées. L'infrastructure est maintenue par plus de 8000 "travailleurs des services rituels" et des milliers d'individus ont été forcés pour mener ces cérémonies dans des cours spéciaux des universités et des collèges. (2)

L'introduction de ces nouveaux rituels a commencé, après avoir été discutée très tôt dans l'histoire soviétique par Trotsky notamment, dans les années cinquante et surtout dans les pays baltes, où ils étaient conçus comme un moyen de lutte antireligieuse. Le pouvoir soviétique se trouvait confronté là comme dans les autres régions de sa frontière occidentale - la Biélorussie occidentale, l'Ukraine et la Moldavie - avec des églises populaires qui avaient acquis une dimension politique importante comme expression de l'indépendance nationale.

Au milieu des années cinquante, répondant peut-être à la mise en oeuvre de méthodes antireligieuses, un net réveil religieux se manifeste qui se traduit par un accroissement important du nombre de jeunes participants à la cérémonie de confirmation luthérienne. (En Estonie, par exemple, de 3500 en 1950 à plus de 10000 en 1957.) En 1957, les responsables locaux de la propagande antireligieuse décident d'introduire une cérémonie d'"entrée dans l'âge adulte" qui reprend beaucoup des éléments de la confirmation luthérienne. Le succès de cette introduction, mesuré en termes de diminution du nombre des confirmations, et les observations identiques faites pour d'autres cérémonies, comme les mariages, l'attribution du nom, et même les enterrements conduisirent les responsables de la ville voisine de Léninegrad à l'ouverture du premier Palais des Mariages, sur les bords de la Néva, et au développement de cette pratique ailleurs en Russie.

(1) "Kommunist", juin 1982; p. 42.

(2) BINNS (Christopher A.P.) : "Soviet Secular Ritual : Atheist propaganda or Spiritual Communion ?". "Religion in Communist Lands", vol. 10, N° 3, pp. 298-309.

La mise en oeuvre de ces rituels dans les pays baltes avait essentiellement comme objectif de lutter contre la religion. Les responsables du Komsomol de Leningrad, qui ont poussé à la mise en place du palais des mariages, avaient aussi une autre préoccupation : c'étaient les problèmes sociaux parmi les jeunes : le scepticisme, la délinquance, l'alcoolisme, le divorce. Les cérémonies du rituel soviétique présentaient aux yeux des responsables l'avantage de fournir un certain "idéisme", une certaine diversité désirée par les jeunes tout en ayant une fonction idéologique qui facilitait l'attribution de fonds nécessaires à leur mise en oeuvre.

Ainsi depuis 1964 un cycle complet des cérémonies soviétiques a été élaboré : pour différentes occasions : entrée de l'école (à 7 ans); en fin d'études; à l'entrée et à la délivrance du diplôme à l'université; au début du travail ("initiation à la classe ouvrière"); entrée et sortie des organisations de jeunesse ("Pionniers" et "Komsomols"); la délivrance du premier passeport interne ("Accès à la citoyenneté") à l'âge de 16 ans; anniversaires de mariage, argent ou d'or; retraite et célébration de deux ou plusieurs décennies de services; etc. Toutes les dates possibles sont exploitées, dans le calendrier communiste, national ou patriotique. Plus de trente groupes professionnels ont leur cérémonies et leurs célébrations (le jour des "mineurs", des "instituteurs", des "conducteurs de tanks"); beaucoup de festivals folkloriques marquant les saisons sont revivifiés (sans leur aspect religieux). Bien que très clairement certaines festivités sont directement destinées à contre balancer l'influence de leurs homologues chrétiens, le système de la ritualité a acquis une force d'inertie spécifique à tel point que deux systèmes rituels coexistent, sans que le système "athée" soit directement dépendant du système religieux, mais avec sa propre source d'inspiration. Pour ALEKSEEV la floraison d'une littérature fort abondante - livres et articles dans les périodiques - sur le sujet et le développement de ces rites est le signe manifeste de ce que l'athéisme est conforté comme "confession officielle de l'Etat". Il cite notamment (1) une publication de l'Académie des Sciences de l'URSS : "Les rites nouveaux et les rites traditionnels dans le mode de vie des peuples de l'URSS", Moscou 1981, dans laquelle sont données en annexe des recommandations en faveur des rites "Mariage", "Naissance", "Enterrement", et "Rite d'initiation des travailleurs de l'agriculture"; l'on y trouve également des échantillons de vêtements, insignes, textes de ce nouveau paganisme; des indications du genre : il ne faut pas offrir aux nouveaux mariés un nombre impair de fleurs, il faut suspendre au cou du nouveau-né les étoiles du baptême à l'aide d'un ruban, la couleur du cercueil dépend de l'âge du défunt, et autres trivialités du même acabit".

L'influence du rituel soviétique est difficile à évaluer : il est douteux qu'elle ait réussi à supplanter la cérémonie religieuse, quand elle existe : souvent, les deux cérémonies, religieuse et séculière, sont pratiquées (notamment, de la façon la plus claire avec le mariage) successivement. Selon Christopher DINES l'impact est "ambigu" et est difficile à trancher.

Mais il n'en reste pas moins que ce nouveau ritualisme continue à être considéré comme un outil dans l'édification de l'homme nouveau, tâche à laquelle le Parti est toujours attaché. Les premiers mots du discours cité de TCHERNENKO en témoignent : "Les transformations révolutionnaires de la société sont impossibles à réaliser sans changer l'homme lui-même. Et notre parti part du point de vue selon lequel la formation de l'homme nouveau n'est pas seulement un objectif de la plus haute importance - mais aussi un moyen obligatoire de la construction communiste". (2)

(1) "L'Eglise captive", op. cit. p. 16.

(2) "Kommunist", op. cit. p. 17.

Les monastères toujours visés.

Alors que la précédente chronique avait évoqué la situation toujours difficile de la Laure de Potchaïev, c'est la situation du monastère célèbre des Grottes de Pskov (Pskovo-Petcherskaïa Lavra) qui suscite l'inquiétude aujourd'hui. Un document décrivant le comportement incalifiable de l'higoumène du monastère, l'archimandrite Gabriel, au cours d'un épisode malheureusement nullement exceptionnel de la vie du monastère a été reçu par Keston College. (1) Selon le R.P. Michael POURDEAUX, fondateur de Keston College, cet épisode illustre "une tactique utilisée par les autorités soviétiques qu'un esprit occidental a beaucoup de difficulté à comprendre : elle consiste à infiltrer les principales institutions de toutes les églises (orthodoxes, protestantes et catholiques) par des personnes qui, simplement, accompliront les volontés de leurs maîtres, après avoir été poussés en avant par une promotion rapide. Ils peuvent, en même temps, avoir une certaine foi en Dieu, mais ils ont été corrompus dans leur jeunesse, probablement au séminaire. Alors, ils discréditent l'Eglise en se saouillant ou en ayant une conduite immorale. Ils vont calomnier et rejeter ceux qui défendent la foi et la justice (...), ils ne défendent jamais un prisonnier, (...), ils apporteront leur soutien sans réserve à la position du gouvernement soviétique.

La campagne contre le monastère s'accompagne d'articles dans la presse spécialisée dans la lutte contre la religion. "Naouka i religia" (Science et religion) publie un article dans lequel un guide faisant visiter le monastère appelle "à l'aide" devant l'intérêt que portent à la vie chrétienne, les fort nombreux visiteurs. Il demande des moyens nouveaux, parmi lesquels figure la réédition d'un livre publié en 200000 exemplaires en 1963, en pleine campagne khrouchtévienne de lutte contre la religion, intitulé "La vérité sur le Monastère des Grottes de Pskov". Dans ce livre, entre autres contre-vérités flamboyantes, l'auteur accuse les moines d'avoir trahi la patrie au profit des Allemands pendant la guerre, alors que le monastère se trouvait alors hors des frontières de l'Union Soviétique !

Le Père Mitrophane, un moine serbe du monastère de Kilandar du Mont-Athos a visité en 1981 le monastère de Pskov. Voici quelques-unes de ses impressions. (2)

"Il est difficile d'imaginer un lien plus étroit et plus sincère entre le monastère et le peuple. Nous demandons au Père Néophyte si l'Etat vient en aide au monastère. Il sourit : "Cela n'est pas nécessaire. Le monastère est soutenu par le peuple; l'Etat, lui, ne fait qu'exiger un impôt. Quand il nous a fallu verser cet impôt pour la première fois, nous avons eu peur, nous avons craint de ne pas pouvoir rassembler la somme voulue. Mais le peuple nous a aidés plus encore qu'avant. Le peuple, c'est sur lui que repose toute l'économie de notre monastère; et nous prions pour lui."

"Ce que nous avons vu ce jour-là à la vigile est difficile à rendre en paroles. Le soir et une partie de la nuit, les desservants - un hiéromoine et un diacre - ainsi que les fidèles entassés dans l'église ne faisaient plus qu'un, avaient été transformés en un seul souffle, une seule pensée ! Les coeurs des fidèles brûlaient dans la prière à l'instar des innombrables cierges. Au premier rang, devant l'iconostase, se tenaient les enfants; ils étaient très calmes et attentifs, ne gênaient pas les adultes, se mettaient à genoux comme leurs parents, faisaient le signe de la croix du même geste large et lent propre aux croyants russes, et ainsi durant tout le service - quatre heures de rang !

(1) KNS, N° 180.

(2) SOP, N° 74.

"Le lendemain, nous nous levons très tôt, avant l'aube, pour assister, dans l'église souterraine, à la toute première des trois liturgies qui allaient être célébrées ce jour-là. (...) Devant l'une des fenêtres de l'église, dehors, à genoux sur un morceau de tissu, prie un vieillard à longue barbe. Son visage, les mouvements de ses mains, toute l'attitude de cette figure isolée, dans l'harmonie de ce beau matin et des chants liturgiques résonnant dans le lointain, tout cela semblait nous préparer à ce qui nous attendait à l'intérieur du temple.

"La liturgie venait de commencer. Nous nous frayons lentement le passage à travers la foule des fidèles, vers un endroit d'où nous parvient une voix assourdie : c'est le Père Kozma qui prépare les très nombreux pénitents à la confession. Il leur parle de leur famille, des queues devant les magasins, du travail, de l'Eglise, donne des directives spirituelles pour la vie de tous les jours, mais tous ses exemples résonnent comme une véritable catéchèse, invitent à la réflexion, à la prise de conscience de nos faiblesses, de nos péchés, de notre état de mensonge intérieur, afin de nous permettre de nous approcher aussi dignement que possible du saint Corps et du Sang précieux de Notre Seigneur.

"L'un des jeunes moines de la Laure m'a dit : "Les autorités persécutent l'Eglise, et elles l'utilisent à cette fin. Elles exigent de nos hiérarques qu'ils affirment à l'étranger que la liberté du culte existe en URSS. Or, dès qu'à l'étranger on commence à dire et à écrire que la liberté religieuse existe bien en URSS, chez nous la répression s'intensifie aussitôt, de nouvelles églises sont fermées. Quand au contraire on y reparle des persécutions de notre Eglise, chez nous la répression tend à s'atténuer. En fait, les autorités poursuivent la même politique que du temps de Staline. (...) (Les autorités) ont besoin (de la liberté du culte) pour une question de prestige en dehors de nos frontières et pour les touristes étrangers - et sans doute ces derniers repartent-ils chez eux convaincus que cette liberté n'est pas un vain mot ici. En fin de compte, les autorités voudraient nous voir disparaître complètement. Elles attendent leur heure, et nous, nous attendons la nôtre, et la lutte est dure."

Le Père M. Bourdeaux appelle l'attention et la prière de tous pour la sauvegarde du monastère. Sans elles, il n'est pas sûr que l'on puisse y célébrer pour le millénaire du baptême de la Russie en 1988. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, selon de nombreuses sources, se multiplient des communautés monastiques clandestines dans les endroits isolés, ou parfois en ville : la pratique de la tonsure secrète et du monachisme dans le monde se répand. Des sources dignes de foi, citées par Keston College, font état de la destruction par les autorités soviétiques d'une communauté monastique établie à 60 km de la ville de Soukhoumi. Les 18 moines de la communauté avaient trouvé refuge dans une grotte, c'est par hélicoptère qu'un engin incendiaire fut lâché à l'entrée de la grotte, tuant tous ses occupants.

Des concessions ambiguës.

Malgré tout cela, le Patriarcat de Moscou a pu bénéficier, ces dernières années, de concessions mineures, mais significatives, dont nous citerons deux exemples.

Après avoir autorisé l'ouverture d'un bâtiment destiné à la fabrication des objets de culte, à Sofrino, il y a quelques années, le gouvernement soviétique a accédé à la demande de l'Eglise orthodoxe russe de lui restituer le monastère Danilovski (du nom de son fondateur, saint Daniel, fils cadet d'Alexandre Nevski), le plus ancien ensemble monastique de la région de Moscou, datant du 13^e siècle. Le Patriarcat de Moscou compte y établir la résidence officielle du patriarche et y centraliser l'ensemble de ses services administratifs, actuellement très dispersés. Le projet de rénovation du monastère prévoit également la construction d'un centre de conférences et d'un bâtiment permettant de recevoir deux cents hôtes.

Les bâtiments du monastère Danilovski, qui se trouve non loin de la gare fluviale de la Moskova, dans la partie sud de la capitale, sont entourés d'un mur de brique rouge semblable à celui du Kremlin. Certaines parties du mur et quelques-uns des bâtiments du monastère se trouvent dans un grand état de délabrement. Désaffecté après la Révolution d'Octobre, le monastère abritait encore tout dernièrement la direction de l'usine métallurgique "Iskra" (L'Étincelle), ainsi qu'un centre d'hébergement pour enfants abandonnés.

Pris en charge entièrement par l'Eglise, les travaux de rénovation et de reconstruction devraient commencer dès cet été pour être achevés en 1988, année du millénaire du baptême de la Russie. Ils concerneront notamment trois églises - dans le monastère et dans son voisinage immédiat -, qui seront remises en état et rouvertes au culte après plus d'un demi-siècle de désaffectation.

D'autre part, l'archevêque PITIRIN de Volokolamsk, responsable du Service de publications du Patriarcat de Moscou, a annoncé que l'Eglise russe avait fait imprimer en 1983 70000 Bibles. Il s'agirait là de la plus grande quantité de Bibles imprimées en URSS depuis 1976, année du centenaire de la première édition de la Bible en russe, qui avait vu la parution de 100000 Bibles et de 70000 Nouveaux Testaments fait-on observer dans les milieux généralement informés. Après la Révolution de 1917, la Bible n'a pu être imprimée pour la première fois en Union Soviétique qu'en 1956 (50000 Bibles et 25000 Nouveaux Testaments). Cette édition a été suivie de celles de 1968 et 1970 (30000 Bibles chacune). Enfin, 50000 Bibles et 30000 Nouveaux Testaments ont été imprimés en 1979, indique-t-on de même source. On rappelle par ailleurs qu'un nombre important d'exemplaires sont envoyés aux diocèses du Patriarcat de Moscou à l'étranger ou sont offerts en cadeau à des visiteurs éminents et qu'un simple fidèle se trouve dans l'impossibilité de se procurer une Bible en vente libre ou de la consulter en bibliothèque. Au marché noir son prix avoisine toujours un demi-salaire moyen, soit 80 à 100 roubles.

Comment comprendre ces gestes de bonne volonté des autorités, même si leur importance ne doit pas être sur-estimée ? Bien qu'il y ait peut-être d'autres interprétations possibles, - mais lesquelles ?, - voici comment M. ALEXSEEV interprète cette relative bienveillance et quel est selon lui l'objectif ultime recherché par les autorités soviétiques : "Le but des organes soviétiques est de former un "nouveau type de croyants", des "croyants soviétiques" qui seraient intérieurement plus partisans du régime soviétique que disciples du Christ, qui n'auraient rien à redire à l'amplification de la propagande athée et contribueraient activement à l'édification du communisme". (1) Quand il s'agit de mener sa politique, l'Etat utilise l'Eglise pour ses fins spécifiques : "L'Etat cherche notamment par tous les moyens à exploiter l'Eglise orthodoxe russe et les organisations religieuses, sans se soucier de leurs désirs, dans sa campagne pacifiste (...) V. KOUROEDOV ne le cache pas : "Le principal champ d'action dans le domaine public et politique, des organisations religieuses en URSS, est la participation à la lutte pour la paix, le renforcement de l'amitié entre les peuples et la détente internationale" (2) (...) Voici ce qui est autorisé à l'Eglise et aux chrétiens, dans l'Etat soviétique - toujours d'après KOUROEDOV :

- 1) "Les actions énergiques de la part des membres de l'Eglise et du clergé contre la propagande anti-soviétique de l'étranger",
- 2) "La mise à découvert de la diversion idéologique impérialiste à l'égard du régime socialiste et du mode de vie soviétique",

(1) op. cit. p. 48.

(2) dans son livre cité, p. 239.

- 3) "Les louanges du caractère humanitaire de la démocratie soviétique",
- 4) "Une juste appréciation de la situation de la religion, de l'Eglise, du clergé et des fidèles dans notre pays". (1)

Le domaine de l'édification de l'"homme nouveau", dont il a tant été question dans les organismes officiels, s'étend, dans cette interprétation, jusque dans la politique que mène le PCUS dans le domaine religieux et c'est ce qui permet d'appréhender dans leur diversité les actions des autorités soviétiques. L'article de N. ALEKSEEV, s'achève par une réflexion sur la tâche des "enfants de l'Eglise orthodoxe russe". La première exigence est d'accomplir un acte de salubrité intérieure sans laquelle les chrétiens de Russie ne seraient pas crédibles : "Nous devons nous repentir et demander pardon à ceux que nous avons nous-mêmes autrefois pourchassés (2) : alors seulement nous aurons moralement le droit de revendiquer notre liberté et d'exiger de nos persécuteurs les pleins droits politiques". Mais cette liberté, les chrétiens de Russie sauront-ils en user ? "Aujourd'hui", poursuit l'auteur - "nous trouvons une excuse à notre passivité dans les persécutions sous jacentes et dans l'état de captivité de l'Eglise". (...) N'y a-t-il pas chez nous un phénomène d'acoutumance à cet état de captivité intérieure, presque volontaire ? (...) Nous devons avant tout (...) occuper une position chrétienne active, une obéissance active aux commandements du Christ et des apôtres, une étude et une connaissance actives de la Parole de Dieu, une charité active dans tous les domaines de notre vie privée et publique. Et nous ne devons pas nous leurrer : pour au moins la moitié, cela ne dépend pas de nos persécuteurs, les athées, mais bien de nous-mêmes. Que voulons-nous ? Nous voulons faire le bien. Voilà ce que nous devons toujours répondre à nos persécuteurs et à l'Etat soviétique (...) Nous voulons vivre selon le Christ. C'est ce droit-là que nous devons défendre, c'est lui que nous défendons (...) Nous attendons qu'on nous donne la possibilité de vivre notre foi comme l'entend l'Eglise et non selon les prescriptions d'un gouvernement athée". (3)

+

++

+

+

De l'avis de tous les observateurs, l'année 1983 aura vu la persécution contre les croyants s'étendre et s'approfondir en URSS : des couches de plus en plus larges de croyants, par exemple ceux qui possèdent de la littérature religieuse, font l'objet d'étroites surveillances, de perquisitions et sont souvent menacés. Des textes juridiques nouveaux sont publiés régulièrement au cours des derniers mois, qui renforcent substantiellement, on l'a vu, l'appareil répressif déjà fort imposant, mis au point par les autorités soviétiques.

A la question de savoir quelles étaient les raisons, selon lui, du renforcement de la répression au cours de ces dernières années, la réponse du Père Michaël BOURDEAUX, - prêtre de l'Eglise anglicane, fondateur et présentement directeur international de "KESTON College", le centre d'études des conditions religieuses dans les pays de l'Est le plus renommé - réponse qui servira de conclusion à cette chronique, a été celle-ci : "J'explique (ce renforcement)

(1) *ibid.*, p. 240, cité par ALEKSEEV, p. 49.

(2) L'auteur pense ici essentiellement à la persécution dont furent l'objet en Russie les "vieux croyants".

(3) *ibid.*; pp. 54-57.

par le fait que le pouvoir soviétique a perdu la confiance de sa jeunesse. Une âpre lutte se dispute actuellement entre le pouvoir et l'Eglise et dont l'enjeu est la jeunesse soviétique. Et les autorités soviétiques redoutent beaucoup qu'après 60 ans de domination des communistes dans le pays, elles puissent perdre leur pouvoir sur les âmes des jeunes gens. J'ai parlé de l'aspect affligeant de la vie religieuse en Union Soviétique. Mais il y a aussi un côté réjouissant. Beaucoup de jeunes sont saisis par la recherche spirituelle, et beaucoup ont trouvé la foi chrétienne. Chez ces jeunes gens, ce n'est pas une atmosphère de crainte qui règne, mais de joie. Quand je lis les lettres d'Union soviétique, je m'extasie devant le fait que des gens qui se trouvent dans des situations très difficiles, se réjouissent de leur foi et que leur foi, c'est leur trésor le plus cher. Nous autres, habitant en Occident, nous pouvons beaucoup apprendre auprès de ces croyants-là". (1)

(1) "Religija i ateizm v SSSR" (La religion et l'athéisme en URSS), N° 1-2 (123) 1984. Le P. Michaël BOURDEAUX s'est vu attribuer pour son oeuvre en faveur de la connaissance des conditions religieuses en URSS, le prix TEMPLETON qui récompense chaque année, en vue de la stimuler, "la recherche d'une compréhension plus complète et des avancées décisives dans le domaine religieux". Ce prix avait été attribué à Mère Teresa de Calcutta en 1973, Billy Graham en 1982 et Alexandre Soljénitsyne en 1983.

Abréviations utilisées :

K G B	Comité à la Sécurité d'Etat : organes de la police politique
K N S	"Keston News Service" : bulletin d'information de Keston College (deux fois par mois environ). Adresse : Heathfield Road, KESTON, Kent BR2 6BA (Angleterre)
S O P	"Service orthodoxe de Presse". Adresse : 14, rue Victor Hugo, 92400 Courbevoie
C du S	"Cahiers du Samizdat", périodique mensuel. Adresse : 48, rue du Lac, 1050 Bruxelles, Belgique
Samizdat	Oeuvre circulant sous le manteau en URSS, généralement tapée à la machine en quelques exemplaires
M O	"Messenger orthodoxe", périodique publié par l'ACER Adresse : 91, rue Olivier de Serres, 75015 Paris
P C U S	Parti Communiste d'Union Soviétique
Komsomol	Union de la Jeunesse Communiste

Commission paritaire : n° 56 935

Abonnement annuel

Directeur : Michel EVDOKIMOV

SOP mensuel SOP + Suppléments

Rédacteur : Jean TCHEKAN

France 130 F 300 F

Autres pays 160 F 400 F

ISSN 0338 - 2478

Tiré par nos soins

c.c.p. : 21 016 76 L Paris